

Manifeste pour la récupération des biens communs

Cela peut sembler parfois un peu naïf, utopique, ou ne dépassant pas, comme ici, le stade de la déclaration d'intention (le cul posé sur sa chaise). Mais il est indéniable que quelque chose se met doucement mais sûrement en place autour de la défense des biens communs (les *commons* en anglais). La crise, si il fallait lui trouver du positif, ayant contribué à favoriser les prises de conscience en accélérant le mouvement.



Comme pour l'édifiant reportage de Carole Poliquin, il y a une certaine cohérence à regrouper ainsi des éléments éparses à préserver et développer, dont on ne s'étonnera guère d'y trouver également le logiciel libre^[1].

Manifeste

URL d'origine du document

La privatisation et la marchandisation des éléments vitaux pour l'humanité et pour la planète, sont plus fortes que jamais. Après l'exploitation des ressources naturelles et du travail humain, ce processus s'accélère et s'étend aux connaissances, aux cultures, à la santé, à l'éducation, aux communications, au patrimoine génétique, au vivant et à ses modifications. Le bien-être de tous et la préservation de la Terre sont sacrifiés au profit financier à court terme de quelques-uns.

Les conséquences de ce processus sont néfastes. Elles sont

visibles et connues de tous : souffrance et mort de ceux qui ne peuvent accéder aux traitements brevetés et que la recherche orientée vers un profit commercial néglige, destruction de l'environnement et de la biodiversité, réchauffement climatique, dépendance alimentaire des habitants des pays pauvres, appauvrissement de la diversité culturelle, réduction de l'accès à la connaissance et à l'éducation par l'établissement du système de propriété intellectuelle sur la connaissance, impact néfaste de la culture consumériste.

Le Forum Social Mondial de 2009, à Belem, Pará, au Brésil, se déroule au moment particulier où la globalisation néolibérale, dominée par des marchés financiers hors de tout contrôle public, échoue spectaculairement. Il se produit aussi au moment où émerge une prise de conscience qu'il y a des biens d'usage commun à tous les êtres humains, et à la nature elle-même, lesquels ne peuvent en aucun cas être privatisés ou considérés comme des marchandises.

Cette prise de conscience s'appuie sur une vision de la société qui place le respect des droits humains, la participation démocratique et la coopération au coeur de ses valeurs. Les initiatives alternatives se développent dans de nombreux domaines pour la défense de l'eau et des fleuves, de la terre, des semences, de la connaissance, de la science, des forêts, des mers, du vent, des monnaies, de la communication et des intercommunications, de la culture, de la musique et des autres arts, des technologies ouvertes et du logiciel libre, des services publics d'éducation, de santé, assainissement, de la biodiversité et des connaissances ancestrales.

Les signataires du présent Manifeste, lancé au Forum Social Mondial de 2009, appellent tous les citoyens du monde et leurs organisations à s'engager dans l'action pour la récupération et la mise en commun des biens de l'humanité et de la planète, présents et à venir, afin que leur gestion soit assumée dans une démarche participative et collaborative par les personnes

et les communautés concernées et à l'échelle de l'humanité dans la perspective d'un monde soutenable.

Les signataires appellent tous les citoyens du monde et leurs organisations à approfondir la notion de biens communs, à partager leurs approches et leurs expériences pour la dé-privatisation et la dé-marchandisation des biens communs de l'humanité et de la planète, à articuler les luttes de leurs propres organisations, en renforçant mutuellement leurs campagnes et leurs initiatives.

Notes

[1] Crédit photo : Alex Barth (Creative Commons By)

Appel pour le revenu de vie : soyons réalistes, demandons l'impossible !

Ayant un faible prononcé pour les projets utopiques, j'ai signé avec responsabilité et enthousiasme l'appel pour le revenu de vie, reproduit ci-dessous.



Ce revenu s'apparente peu ou prou à ce qu'on peut lire sur Wikipédia dans l'article Allocation universelle : « versement

d'un revenu unique à tous les citoyens d'un pays, quels que soient leurs ressources, leur patrimoine, et leur statut professionnel, permettant à chaque individu de satisfaire ses besoins primaires (se nourrir, se loger, se vêtir, voire acquérir certains biens culturels de base), et laissant l'individu libre de mener ensuite sa vie comme il l'entend ».

En quoi cela concerne ce blog, les logiciels libres et leur état d'esprit ? A priori en rien, mais peut-être en ira-t-il autrement dans les commentaires.

Une hypothèse cependant : « la communauté du logiciel libre et des biens communs » ne se porterait pas plus mal si on assurait à certains de ses membres cet étrange revenu.

Ne ménageant pas mes efforts depuis plusieurs années pour le réseau Framasoft, j'ai été sensible à la distinction faite entre l'emploi et le travail. C'est vrai quoi, on n'entre pas dans le PIB mais ça bosse quand même ici, et pas qu'un peu ☐

Mention spéciale à ce passage : « Il est plus que jamais nécessaire que chacun puisse travailler, d'abord à prendre soin de lui-même, de ses parents, de ses enfants et de ses proches, travailler ensuite pour contribuer aux biens communs accessibles à tous (connaissances, arts, culture, logiciels, etc.), travailler enfin à inventer et à mettre en œuvre à toutes les échelles les moyens qui permettront de léguer une planète vivable aux générations futures. »

J'ai également été sensible au fait que le texte de cet appel ait été élaboré à l'aide du logiciel libre comment de Philippe Aigrain, mais surtout qu'il ait été publié sous Licence Art Libre.

Le débat est bien entendu ouvert. Ainsi (encore Wikipédia) : « Sur un plan plus moral, cela pose le risque d'institutionnalisation d'une culture de paresse et la remise en cause de la valeur travail. Les opposants à l'allocation universelle arguent ainsi que chacun a le devoir de contribuer

dans le cadre de ses possibilités et aptitudes personnelles au bien-être de la société, et voient dans l'allocation universelle, si elle est trop élevée, une exhortation à l'inactivité et à l'égoïsme. Certains libéraux jugent donc immoral le concept de revenu versé sans réciprocité. »

L'écueil sera d'autant plus susceptible d'être évité qu'il s'accompagnera d'une certaine éducation baignant dans une certaine culture^[1]. Si on se laisse aller à offrir trop de « temps de cerveau disponible » en pensant que l'objectif à atteindre est « d'avoir une Rolex avant ses cinquante ans », on n'y arrivera sans doute pas.

Appel pour le revenu de vie

URL d'origine du document

Licence Art Libre

Au delà des clivages sociaux, des corporations, des écoles de pensée, nous, signataires du présent appel, voulons contribuer à provoquer dès maintenant une transformation réaliste et constructive de la société : celle du revenu de vie.

Qu'est-ce que le revenu de vie ?

L'idée est soutenue de longue date par de nombreuses personnalités, de tous horizons politiques, de toutes confessions et de toutes nationalités. Elle est connue sous des appellations diverses: allocation universelle, revenu d'existence, revenu citoyen, revenu universel, revenu social garanti, etc. (cf. Wikipédia)

Le revenu de vie ne doit pas être confondu avec le RMI, le RSA et autres allocations attribuées de manière conditionnelle. Le revenu de vie, lui, est automatique, inconditionnel et inaliénable. Il concerne tout le monde, riches ou pauvres. Il est attribué à chaque individu, de la naissance à la mort. Son montant est suffisant pour garantir à chacun une existence

décente – quoi qu'il arrive -. Il est cumulable avec les autres revenus (salariés ou non). Il ne peut être saisi aux plus modestes, mais il entre dans l'assiette d'imposition des plus aisés.

Le revenu de vie ne rémunère pas l'emploi, mais le travail au sens large

Ni l'emploi salarié, ni les revenus du capital, ni les aides sociales classiques ne peuvent prétendre désormais garantir le droit à l'existence de chacun tel que défini à l'article III de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. C'est un fait : en raison de l'informatisation et de l'automatisation de la production, le plein-emploi ne peut plus être atteint. Par contre le travail est toujours d'actualité, et sa tâche est immense.

Il est plus que jamais nécessaire que chacun puisse travailler, d'abord à prendre soin de lui-même, de ses parents, de ses enfants et de ses proches, travailler ensuite pour contribuer aux biens communs accessibles à tous (connaissances, arts, culture, logiciels, etc.), travailler enfin à inventer et à mettre en œuvre à toutes les échelles les moyens qui permettront de léguer une planète vivable aux générations futures.

Loin d'être un encouragement à la paresse, nous affirmons que le revenu de vie permettra à chacun, dans la mesure de ses capacités et de son désir, de s'engager de manière sereine, libre et responsable, dans des travaux essentiels pour l'intérêt général que les emplois traditionnels n'ont pas vocation à assumer.

Comment financer le revenu de vie ?

Il s'agit précisément d'engager pour le financement du revenu de vie tous les moyens alloués à l'entretien de la chimère du plein emploi. L'institution du revenu de vie implique pour les pays qui le mettront en place de revoir leur système fiscal et

social, et probablement de reprendre un certain niveau de contrôle sur la création monétaire qu'ils avaient abandonné aux banques. Les calculs des économistes qui ont réfléchi en profondeur à cette question montrent que cela est parfaitement possible (cf. simulations).

Il n'est nul besoin d'attendre quelque cataclysme pour envisager cette profonde transformation. Cela peut se faire progressivement et sans dommage, à condition qu'il existe une prise de conscience et un engagement suffisamment massif. C'est à cet engagement que nous, signataires de cet appel, voulons amener.

Qu'avons-nous à perdre ?

L'illusion d'un emploi salarié et dûment rémunéré pour tous s'est volatilisé avec la crise. Avec cette disparition, va s'évanouir aussi pour beaucoup le réflexe de se définir en fonction de son activité professionnelle. Il ne faut pas le cacher, l'institution du revenu de vie amènera probablement à s'interroger plus encore, sur notre identité, notre rôle dans la société, notre aspiration à procréer en regard des problèmes de démographie, et sur la nature de ce que nous voulons transmettre à nos enfants.

L'institution du revenu de vie ne va pas sans mises en cause profondes de nombreuses habitudes. Nous pensons néanmoins que cette mutation des consciences et des comportements peut s'effectuer sans violence, et dans un esprit d'entraide mutuelle afin que se développe une nouvelle culture de la responsabilité.

Qu'avons-nous à gagner ?

L'institution du revenu de vie remet en cause le « travail » tel qu'il est compris usuellement, à savoir comme base du capital et des rapports sociaux. On le sait, la réduction du « travail » au seul « emploi » provoque automatiquement l'exclusion de ceux qui en sont privés, la peur du chômage

chez les salariés, et le contrôle social des assistés. Cette confusion entre « travail » et « emploi » a un coût énorme pour la société aussi bien financièrement que socialement. Les pathologies sociales et psychiques qu'elle entraîne ne sont tout simplement plus soutenables.

Nous n'attendons pas du revenu de vie qu'il règle tous les maux, mais nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour surmonter la crise de confiance actuelle en réduisant le niveau intolérable, de pauvreté, d'exclusion et de peur.

Action

Au moment où les médias relayent quotidiennement les avis d'experts annonçant l'imminence de catastrophes provoquées par l'effondrement des économies, le réchauffement climatique ou les pandémies, nous affirmons qu'il existe un moyen efficace pour faire face collectivement et pour mobiliser les forces vives: c'est la voie du revenu de vie.

Nous citoyens signataire de cet appel, demandons, aux politiques de tous bords, aux syndicats et aux experts, en France et partout dans le monde, de prendre en compte cette voie dans les délais les plus brefs et d'engager avec nous cette grande transformation.

Signer l'appel

Notes

[1] Crédit photo : Jam343 (Creative Commons By)

Le mouvement du logiciel libre vu par Hervé Le Crosnier

« ... mais ce serait peut-être l'une des plus grandes opportunités manquées de notre époque si le logiciel libre ne libérait rien d'autre que du code. »



Quand Hervé le Crosnier s'imisce sur le site de l'association Attac pour leur (et nous) parler du mouvement du logiciel libre, cela donne un article majeur qui vient parfaitement illustrer la citation mise en exergue sur ce blog, permettant de mesurer à l'instant t le chemin parcouru^[1].

Extrait : « N'ayons pas peur de dire la même chose avec d'autres mots qui parleront peut-être plus clairement aux héritiers du mouvement social et ouvrier : le mouvement des logiciels libre a fait la révolution, créé de nouveaux espaces de liberté, assuré un basculement des pouvoirs et libéré plus largement autour de lui ce qui aurait pu devenir un ordre nouveau, balisé par les décisions de quelques entreprises. Comme toute révolution, elle est fragile, comporte des zones d'ombres, des « risques » de dérapages ou de récupération. Mais avant tout, comme les révolutions sociales, elle est un formidable espoir qui va ouvrir à la joie du monde non seulement les acteurs, mais tous les autres courants entraînés dans la dynamique... »

À lire, en évitant le « syndrome des textes longs à l'ère de la distraction permanente » (pour vous aider : version PDF de cet article), mais aussi et surtout à faire lire à votre entourage.

Leçons d'émancipation : l'exemple du mouvement des logiciels libres

URL d'origine du document

Hervé Le Crosnier – 24 avril 2009 – Attac

Licence Creative Commons By-Nc

Un mouvement ne parle que rarement de lui-même. Il agit, propose, théorise parfois sa propre pratique, mais ne se mêle qu'exceptionnellement de la descendance de son action dans les autres domaines, qu'ils soient analogues, tels ici les autres mouvements dans le cadre de la propriété immatérielle, ou qu'ils soient plus globalement anti-systémiques. Les incises sur le rôle politique du mouvement du logiciel libre dans la phase actuelle et sa puissance d'émancipation ne sont donc que mes propres interprétations... même si une large partie du mouvement en partage, si ce n'est l'expression, du moins le substrat. Mais d'autres, pourtant membres du même mouvement, et construisant eux aussi le bien commun du logiciel libre pourraient penser que leur motifs d'adhésion et leur objectifs restent largement différents, considérant l'élaboration de logiciels libres comme une autre approche de l'activité capitaliste et de marché, mais qui leur semble plus adaptée au travail immatériel. Approche « pragmatique » et approche « philosophique » ne sont pas incompatibles, c'est du moins la principale leçon politique que je pense tirer de ce mouvement et de son impact plus global sur toute la société. Car si un mouvement ne parle pas de lui-même, il « fait parler » et exprime autant qu'il ne s'exprime. Le mouvement des logiciels libres, et ses diverses tendances, est plus encore dans ce cas de figure, car son initiateur, Richard M. Stallman n'hésite

pour sa part jamais à placer les fondements philosophiques au cœur de l'action du mouvement.

Introduction

Pour saisir la genèse du mouvement des logiciels libres, mais aussi son réel impact libérateur pour toute la société, il convient de revenir à la question même du logiciel. Le néophyte a souvent tendance à assimiler le logiciel aux outils de productivité, tels les traitements de texte ou les navigateurs. Mais il convient de comprendre que le logiciel intervient dès qu'une machine, un microprocesseur, sait « traiter l'information », i.e. transformer des signaux d'entrée (souris, clavier, réseau, mais aussi capteurs les plus divers) en signaux de sortie exploitables soit directement par les humains (écran, impression,...), soit utilisés en entrée par une autre machine de « traitement de l'information ».

Le logiciel est partout dans le monde informatique :

- c'est l'outil essentiel d'accès aux connaissances et informations stockées dans les mémoires numériques
- il est lui même une forme d'enregistrement de la connaissance et des modèles du monde produits par les informaticiens
- enfin chaque logiciel est une brique nécessaire au fonctionnement des ordinateurs (système d'exploitation), des réseaux et de plus en plus de tous les appareils techniques qui incorporent une part de « traitement de l'information », depuis les machines-outils de l'industrie jusqu'aux outils communicants de « l'internet des objets ».

Le logiciel est donc tout à la fois un « produit » (un bien que l'on acquiert afin de lui faire tenir un rôle dans l'activité privée ou industrielle), un service (un système, certes automatisé, auquel un usager va faire remplir des

tâches) et une méthode (une façon de représenter le monde et les actions possibles). Ce statut ubiquitaire du logiciel est essentiel pour comprendre certaines des revendications de liberté des acteurs du mouvement : il ne s'agit pas simplement d'un outil (un produit de type « machine-outil »), mais d'un système-monde dans lequel se glissent peu à peu la majeure partie des activités humaines, dans tous les domaines, de la production industrielle à la culture, de la communication à l'éducation,... André Gorz parle d'une « logiciarisation de toutes les activités humaines »^[2].

La conception des logiciels s'en trouve affectée, ainsi que sa catégorisation qui lui dessine une place spécifique dans le cadre même du « marché ». Le logiciel est à la fois :

- une **œuvre de création** : on peut réellement parler d'un « auteur » de logiciel, au moins collectif grâce au développement de techniques de partage de code et de maintenance (génie logiciel et programmation par objets). Chaque logiciel porte la trace des raisonnements de celui qui l'a programmé ;
- un **travail incrémental** : un logiciel comporte des « bugs », qui ne peuvent être corrigés qu'au travers de l'expérience utilisateur, et un logiciel doit suivre l'évolution de son environnement informatique (les autres logiciels). Ceci implique la coopération comme base de la construction de logiciels fiables, évolutifs, et adaptables aux divers besoins ;
- une **production de connaissances** (les « algorithmes ») qui pourraient devenir privatisées si les méthodes de raisonnement et les formes du calcul ne pouvaient être reprises par d'autres programmeurs (cette question est au coeur du refus par le mouvement des logiciels libres des brevets de logiciels et de méthodes).

Le développement de l'informatique, et l'extension du réseau et du numérique à tous les aspects de la production, de la

consommation et des relations interpersonnelles (au niveau privé comme au niveau public) crée un véritable « écosystème », dans lequel :

- chaque programme doit s'appuyer sur des couches « inférieures » (des applications déjà existantes jusqu'aux pilotes des machines électroniques dites « périphériques ») et rendre des informations à d'autres logiciels. La définition des « interfaces » entre programmes devient essentielle, et la normalisation de ces échanges une nécessité vitale.
- les programmes peuvent lire ou écrire des données provenant d'autres programmes ou outils. C'est l'interopérabilité.

Que ces échanges soient « ouvert » ou « à discrétion d'un propriétaire » devient une question déterminante. Dans le premier cas, l'innovation s'appuie sur ce qui existe, et peut rester concurrentielle (nouveaux entrants, mais aussi nouvelles idées) ; dans le second, tout concourt à la monopolisation (au sens de monopoles industriels, mais aussi de voie balisée limitant la créativité). D'autant qu'un « effet de réseau » (privilège au premier arrivé^[31]) vient renforcer ce phénomène.

Tous ces points techniques forment un faisceau de contraintes et d'opportunités pour les industries du logiciel comme pour les programmeurs individuels :

- la capacité à « rendre des services aux usagers » sans devoir maîtriser une chaîne complète. Ce qui entraîne la création d'un « marché du service » et la capacité de détournement social de tout système numérique : innovation ascendante, usage de masse, relations ambiguës entre les facilitateurs -producteurs de logiciels ouverts ou de services interopérables – et les usagers, ... ;
- la mise en place d'un espace d'investissement personnel

pour les programmeurs (autoréalisation de soi, expression de la créativité, capacité à rendre des services associatifs et coopératifs). On rencontre ici un changement émancipateur plus général que Charles Leadbeater et l'institut Demos a nommé « the pro-am révolution »^[4].

Le mouvement des logiciels libres

Les logiciels libres partent de cette intrication du logiciel, de la connaissance et du contenu : tout ce qui limite l'accès au code source des programmes va :

- limiter la diffusion de la connaissance,
- privatiser les contenus (avec les dangers que cela peut représenter pour les individus, mais aussi les structures publiques, des universités aux États)
- brider la créativité

Le « code source » est la version lisible par un « homme de l'art » d'un logiciel. L'accès à ce code est un moyen de comprendre, d'apprendre, de modifier, de vérifier, de faire évoluer un logiciel. C'est de cette liberté là qu'il est question dans le mouvement des logiciels libres.

Il s'agit de construire la « liberté de coopérer » entre les programmeurs. Un logiciel libre respecte quatre libertés :

- la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages (liberté 0.)
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à ses besoins (liberté 1) ; pour cela, l'accès au code source est nécessaire.
- la liberté de redistribuer des copies, donc d'aider son voisin, (liberté 2).
- la liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations, pour en faire profiter toute la communauté (liberté 3) ; pour cela, l'accès au code

source est nécessaire.

On notera que cet ensemble de « libertés » constitue une nouvelle « liberté de coopérer », et non un « droit » au sens où la responsabilité de la continuité de cette liberté reposerait sur des structures et des forces extérieures aux communautés concernées. C'est parce qu'ils ont besoin de coopérer pour libérer leur créativité (et aussi souvent pour gagner leur vie avec cette création de logiciel) que les développeurs ont installé, dans le champ de mines des entreprises du logiciel et de l'informatique, les espaces de liberté dont ils pouvaient avoir besoin. Le maintien de cet espace de liberté peut évidemment demander l'intervention de la « puissance publique » : procès, respect des contrats de licence, mais aussi financement de nouveaux logiciels libres ou amélioration/adaptation de logiciels libres existants, ... Mais à tout moment, c'est la capacité à élargir et faire vivre les outils, méthodes, normes et réflexions par la communauté des développeurs du libre elle-même qui détermine l'espace de cette « liberté de coopérer ».

Une des conséquences, souvent marquante pour le grand public, au point d'occulter le reste, vient de la capacité de tout programmeur à reconstruire le programme fonctionnel (le logiciel « objet ») à partir du « code source »... Si le « code source » est accessible, pour toutes les raisons énumérées ci-dessus, il existera donc toujours une version « gratuite » du logiciel. Mais ce n'est qu'une conséquence : un logiciel libre peut être payant, c'est d'ailleurs souvent le cas : mais les copies seront à la discrétion de celui qui aura acheté un logiciel. S'il le souhaite, il peut redistribuer gratuitement. Le produit payant, s'il veut avoir une « raison d'être », y compris dans le modèle du marché, doit donc incorporer du service complémentaire. On passe d'un modèle « produit » à un modèle « service ».

La question économique pour la communauté des développeurs de logiciels libres, tourne alors autour du phénomène de

« passager clandestin », celui qui va profiter des logiciels libres produits par d'autres, sans lui-même participer à l'évolution de l'écosystème. Pire, celui qui va privatiser la connaissance inscrite dans les logiciels libres. Par exemple, le système privé Mac OS X s'appuie sur l'Unix de Berkeley. Apple profite du choix des concepteurs de ce dernier, dans la pure tradition universitaire, de considérer leur logiciel comme une « connaissance » construite à l'Université et donc délivrée par elle pour tous les usages, sans règles et sans contraintes... une subtile question de gouvernance au sein du mouvement des logiciels libres, mais qui a des conséquences sociales d'ampleur... Dans la théorie des biens communs, la maintenance de la capacité des communautés à continuer d'accéder aux biens communs qu'elles ont produite est centrale.

Le « mouvement des logiciels libres » part de cette double contrainte :

- favoriser la coopération autour du code informatique pour étendre l'écosystème
- laisser fonctionner un « marché de l'informatique » (tout service mérite rétribution)

L'invention de la GPL (« General Public Licence »)^[5] en 1989 par Richard Stallman et Eben Moglen va marquer un tournant :

- auparavant le modèle « universitaire » produisait des biens de connaissance dont les usagers (étudiants, mais aussi industries) pouvaient disposer sans contraintes. Ceci permettait le développement de plusieurs produits construits sur les mêmes connaissances (vision positive), mais aussi la privatisation par les entreprises associées aux centres de recherche universitaires ou publics ;
- écrite pour protéger une construction communautaire, celle du projet GNU (GNU's Not Unix), la GPL produit une forme de gouvernance adaptée à un type de bien, à une

série de règles et normes communautaires, et à un projet politique (représenté par la Free Software Foundation).

La GPL s'appuie sur le « droit d'auteur » pour compléter celui-ci par un « contrat privé » (une « licence ») qui autorise tout usage (donc offre les quatre libertés du logiciel libre), mais contraint celui qui s'appuie sur du code libre à rendre à la communauté les ajouts et corrections qu'il aura pu apporter. On parle d'une « licence virale » : tout logiciel qui utilise du logiciel libre doit lui aussi rester un logiciel libre.

Cette invention juridique est fondatrice, non seulement du mouvement des logiciels libres, et du maintien et extension de cet espace alternatif de liberté, mais aussi fondatrice pour d'autres mouvements qui vont exploiter la capacité des détenteurs de connaissance (ou les producteurs de culture) à décider volontairement de construire de nouveaux espaces de coopération et de liberté.

Un mouvement symbole

Le mouvement des logiciels libre représente une expérience sociale de grande ampleur, qui a profondément bouleversé le monde de l'informatique. Il suffit d'imaginer un monde dans lequel seul l'achat d'un logiciel permettait de tester des produits et services informatiques : dans ce monde il n'y aurait pas d'internet (les règles de l'organisme technique qui élabore les normes, l'IETF, imposent l'existence d'au moins un logiciel libre pour valider un protocole), pas d'échange de musique numérique, l'évolution des sites web serait soumise à la décision d'opportunité économique des géants oligopolistiques qui se seraient installés sur l'outil de communication, l'apprentissage des méthodes de développement informatique dans les universités seraient soumises à la « certification » de tel ou tel béhémoth du logiciel ou des réseaux,...

N'ayons pas peur de dire la même chose avec d'autres mots qui parleront peut-être plus clairement aux héritiers du mouvement social et ouvrier : le mouvement des logiciels libre a fait la révolution, créé de nouveaux espaces de liberté, assuré un basculement des pouvoirs et libéré plus largement autour de lui ce qui aurait pu devenir un ordre nouveau, balisé par les décisions de quelques entreprises. Comme toute révolution, elle est fragile, comporte des zones d'ombres, des « risques » de dérapages ou de récupération. Mais avant tout, comme les révolutions sociales, elle est un formidable espoir qui va ouvrir à la joie du monde non seulement les acteurs, mais tous les autres courants entraînés dans la dynamique, comme nous le verrons plus loin.

Le mouvement des logiciels libres met en avant la notion de « biens communs » : créés par des communautés, protégés par ces communautés (licence GPL, activité de veille permanente pour éviter les intrusions logicielles^[6]) et favorisant l'élargissement des communautés bénéficiaires. La gouvernance des biens communs, surtout quand ils sont dispersés à l'échelle du monde et de milliards d'utilisateurs, est une question centrale pour la redéfinition de l'émancipation. Le mouvement des logiciels libres montre que cela est possible.

C'est un mouvement qui construit de « nouvelles alliances ». Les clivages face au logiciel libre ne recouvrent pas les clivages sociaux traditionnels. Par exemple, le souverainisme ne sait pas comment se situer face à des biens communs mondiaux : il n'y a plus de capacité à défendre des « industries nationales ». Seuls les services peuvent localiser l'énergie économique ouverte par de tels biens. Le mouvement des logiciels libres ne se définit pas en tant que tel « anti-capitaliste », car nombre d'entreprises, parmi les plus importantes et dominatrices (IBM en tête) ont compris que l'écosystème informatique ne pouvait fonctionner sans une innovation répartie, et donc des capacités d'accès et de création à partir des bases communes (le fonctionnement de

l'internet et les normes d'interopérabilité). Il est plutôt « post-capitaliste », au sens où il s'inscrit dans le modèle général du « capitalisme cognitif »^[7], qui est obligé de produire des externalités positives pour se développer.

Enfin, c'est un mouvement social qui s'est inscrit dès sa formation dans la sphère politique en produisant une utilisation juridique innovante (la GPL) comme moyen de constituer la communauté et protéger ses biens communs. Ce faisant, ce mouvement agit en « parasite » sur l'industrie qui le porte. On retrouve des éléments du socialisme du 19ème siècle : ne plus attendre pour organiser des « coopératives » et des « bourses du travail ». Une logique qui est aussi passée par l'expérience des mouvements dits alternatifs (« californiens ») : construire ici et maintenant le monde dans lequel nous avons envie de vivre.

Cette symbiose entre le mouvement, son radicalisme (c'est quand même un des rares mouvements sociaux qui a produit et gagné une révolution dans les trente dernières années) et les évolutions du capital montre qu'il existe une autre voie d'émancipation que « la prise du Palais d'Hiver », surtout dans un monde globalisé et multipolaire, dans lequel le « Quartier Général » n'existe plus^[8].

Enfin, le mouvement des logiciels libres a construit une stratégie d'empowerment auprès de ses membres. La « communauté » protège ses membres. Il y a évidemment les règles juridiques de la GPL d'une part, mais pensons aussi à la capacité à « offrir » du code en coopération pour que chaque membre puisse s'appuyer sur un écosystème en élargissement permanent afin de trouver les outils dont il a besoin ou d'adapter les outils existants à ses besoins. C'est une des raisons de la force du mouvement : en rendant plus solides et confiants ses membres, il leur permet d'habiter la noosphère^[9]. Cet empowerment doit beaucoup au mouvement féministe (même si paradoxalement il y a peu de femmes et

qu'elles sont souvent traitées avec dédain parmi les activistes du logiciel libre). Comme dans l'empowerment du mouvement féministe, c'est la vie quotidienne et l'activité humaine créatrice qui est au coeur de la réflexion du mouvement social. La « concurrence » entre programmeurs libres se joue sur le terrain de « l'excellence » au sens des communautés scientifiques : il s'agit de donner du code « propre », de qualité, rendant les meilleurs services, autant que de permettre aux débutants de s'inscrire dans la logique globale, par leurs initiatives et activités particulières, sans la nécessité d'être un élément dans un « plan d'ensemble ». C'est un mouvement qui pratique l'auto-éducation de ses membres (nombreux tutoriels sur le web, ouverture des débats, usage des forums ouverts,...).

Enfin, même si de nombreuses structures associatives organisent et représentent le mouvement, la structuration de celui-ci comme mouvement social mondial est beaucoup plus floue. C'est au travers de l'usage des produits du mouvement que l'on devient « membre » du mouvement, et non au travers de la production d'un discours ou d'une activité de lobbying ou de conscientisation. On retrouve les formes d'adhésion « à la carte » des autres mouvements sociaux. On s'aperçoit aussi que les mouvements parlent toujours au delà des discours de leurs membres, individus ou organisations...

Extension : les nouveaux mouvements du numérique

Un autre élément essentiel pour comprendre l'importance et l'enjeu du mouvement des logiciels libres est de voir sa descendance dans d'autres mouvements liés à la sphère du numérique. Comme tout mouvement, les acteurs des logiciels libres ne sont pas tous conscients de l'étendu stratégique de leur actions. Nombre des membres se contentent des règles et normes « techniques » établies par le mouvement et se reconnaissent dans l'aspect pratique des résultats. Mais pourtant, les règles et les méthodes mise en place par le mouvement des logiciels libres se retrouvent dans d'autres

sphères.

On parle d'une « société de la connaissance » ou « de l'information », ce qui est une expression ambiguë, qu'il conviendrait de mettre en perspective^[10]. Mais pour résumée qu'elle soit, l'expression souligne que la propriété sur la connaissance, la capacité à mobiliser « l'intelligence collective » sont des questions organisatrices essentielles de l'économie du monde à venir. Et que ces questions renouvellent autant les formes de domination (par exemple la montée des grands « vecteurs »^[11] sur l'internet, comme Google, Yahoo !, Orange, Adobe,... qui souvent s'appuient sur les logiciels libres) que les formes de l'émancipation, et la notion de contournement, de situation (au sens du situationisme) et de symbiose parasitique.

On voit donc apparaître de nouvelles lignes de faille dans les oppositions « de classe » liées au capitalisme mondialisé et technicisé. Et en conséquence de nouveaux regroupements des « résistants » ou des « innovateurs sociaux ». Plusieurs tentatives de théorisation de cette situation existent, depuis la théorie des Multitudes de Toni Negri et Michael Hardt^[12], à celle de la Hacker Class de MacKenzie Wark^[13], qui décrivent des facettes de ce monde nouveau qui émerge. Toutefois, ces interprétations ne savent pas encore répondre à deux questions centrales. D'abord celle dite traditionnellement des « alliances de classes », notamment la relation entre ces mouvements sociaux et les mouvement de libération issus de l'ère industrielle. Des « alliances » posées non en termes « tactiques » (unité de façade ou d'objectifs), mais bien en termes programmatiques (quelle société voulons-nous construire ? quelle utopie nous guide ? quelle articulation entre l'égalité – objectif social – et l'élitisme – au sens fort des communautés scientifiques ou des compagnons : être un « grand » dans son propre domaine de compétence – ?). Ensuite celle dite de la transition, particulièrement en ce qu'elle

porte sur les relations entre les scènes alternatives et les scènes politiques. Le capitalisme, comme forme de sorcellerie^[14], ne peut pas s'effondrer de lui-même sous le poids de ses contradictions internes. Le politique, avec toutes les transformations nécessaires des scènes où il se donne en spectacle (médias, élections, institutions,...), garde une place dans l'agencement global des divers dispositifs alternatifs – ou internalisés et récupérés – qui se mettent en place.

Ces questions peuvent avancer quand on regarde l'évolution du mouvement des logiciels libres, qui est né d'une innovation juridique (la GPL), et qui défend aujourd'hui son espace alternatif au travers de multiples actions contre les tentatives, souvent détournées et perverses, de mettre en place des enclosures sur le savoir et la culture. La place du mouvement des logiciels libres en France, avec notamment l'association April^[15], au côté du mouvement spécialisé dit « La quadrature du net »^[16], sur les dernières lois concernant la propriété immatérielle (lois dites DADVSI et HADOPI) en est un exemple. L'approche de la politique n'est plus « frontale », mais part de la défense des espaces de libertés, des « biens communs » créés, et leur reconnaissance comme forme essentielle de la vie collective. On retrouve les logiques du socialisme du XIXème siècle, des coopératives et de la Première Internationale.

Le mouvement des logiciels libres, s'il est le plus abouti et le plus puissant de ces nouveaux mouvements, n'est plus seul. C'est dans le domaine de la connaissance et de l'immatériel, dont la « propriété » que l'image de la GPL et des logiciels libres a connu une descendance abondante et pugnace. Les questions de la propriété sur la connaissance et de la construction, maintenance et gouvernance des biens communs créés par les communautés concernées sont deux éléments clés de ces nouveaux mouvements sociaux.

Quelques exemples :

- le mouvement des créations ouvertes (Creative commons^[17], Licence Art Libre,...) est construit autour de règles juridiques qui permettent aux auteurs d'autoriser des usages pour mieux faire circuler leurs idées, musiques, travaux divers. Ce mouvement emprunte directement à la « révolution douce » de la GPL pour son côté subversif, et à la fluidification du marché culturel comme conséquence de l'extension des communs de la culture. Une manière pragmatique de poser les problèmes qui évite l'enfermement dans des alternatives infernales^[18].
- le mouvement des malades qui veulent partager les connaissances avec leurs médecins. Avec une participation politique forte des malades de SIDA dans l'opposition aux ADPIC, qui s'est traduite par l'adoption des exceptions pour les médicaments dans les Accords de Doha^[19]
- le mouvement des chercheurs pour le libreaccès aux publications scientifiques et aux données scientifiques
- le renouveau des mouvements paysans autour du refus de l'appropriation des semences par les trusts multinationaux (contre les OGM, pour le statut de bien communs des « semences fermières »^[20] – un exemple symptomatique en est la réalisation d'un numéro de « Campagnes solidaires », journal de la Confédération Paysanne avec Richard Stallman)
- le mouvement pour un nouveau mode de financement de la recherche pharmaceutique (notamment les propositions de James Love pour l'association KEI – Knowledge Ecology International^[21]) et pour l'utilisation de nouveaux régimes de propriété afin de permettre le développement de médicaments adaptés aux « maladies négligées » (Médecins sans frontières, DNDi^[22]...)
- le mouvement mondial pour le libreaccès à la

connaissance (a2k : access to knowledge) qui réunit des institutions (États, notamment pour l'Agenda du développement à l'OMPI, constitution du bloc des « like-minded countries »), des réseaux d'associations (IFLA, association internationale des bibliothécaires, Third World Network,...) ou des universitaires (il est intéressant de penser que ce mouvement a tenu sa première conférence mondiale à l'Université de Yale^[23])

- le mouvement OER (Open Educational Ressources^[24]) qui réunit autant des grandes institutions (MIT, ParisTech) que des enseignants souhaitant partager leurs cours, avec le parrainage de l'UNESCO... et de HP !
- le mouvement dit « société civile »^[25] lors du SMSI (Sommet mondial sur la société de l'information, sous l'égide de l'ONU en 2003 et 2005) ou du Forum pour la Gouvernance de l'Internet, et tous les mouvement qui s'interrogent sur l'évolution des réseaux, combattent l'irénisme technologique autant que le refus passéiste des nouveaux modes de communication
- les mouvements portant sur le « précarariat intellectuel », depuis les intermittents du spectacle jusqu'à l'irruption d'une « hacker class » (MacKenzie Wark) pratiquant le piratage comme valeur de résistance
- les mouvements de refus de la mainmise publicitaire sur l'espace mental collectif, qui organisent la dénonciation et le rejet de l'industrie de l'influence (Résistance à l'Aggression publicitaire^[26], AdBusters...)
- le Forum Mondial Sciences & Démocratie^[27], dont la première édition s'est tenue à Belèm en janvier 2009. Ce mouvement introduit la question des biens communs de la connaissance au coeur d'une nouvelle alliance entre les producteurs scientifiques et techniques et les mouvements sociaux.

Les formes de politisation au travers de l'empowerment des

membres et des « usagers » de ces mouvements sont largement différentes de celles de la vague précédente des mouvements sociaux du vingtième siècle. La capacité de ces mouvements à s'inscrire directement dans la sphère politique est aussi une particularité. Il ne s'agit pas seulement de « faire pression » sur les décideurs politiques, mais d'imposer à la société politique la prise en compte de biens communs déjà établis et développés.

La problématique des biens communs n'a pas fini de produire une remise en mouvement de la conception d'une révolution émancipatrice, des rythmes de l'activité militante et de la relation entre les communautés de choix et les communautés de destin. Un élément moteur de la réflexion théorique en cours reste la dialectique entre l'empowerment individuel et coopératif/communautaire par la création et la maintenance de biens communs, et la défense des plus fragiles (financièrement, mais aussi juridiquement par des droits leur permettant une nouvelle gouvernance, l'accès à la connaissance ou de respect de leurs formes de connaissances, cf les mouvements « indigènes »^[28]).

Car il faudra bien trouver des articulations théoriques, pratiques et politiques entre les diverses formes de résistance aux sociétés de contrôle, de militarisme, d'influence et de manipulation qui se mettent en place.

Pour cela, les pratiques, les réflexions et les succès sur le terrain du mouvement des logiciels libres sont à la fois un encouragement et une première pierre d'une réflexion par l'action. Ici et maintenant. En osant s'opposer aux nouveaux pouvoirs et aux franges les plus avancées des dominants.

Notes

[1] Crédit photo : Aussiegall (Creative Commons By)

[2] *L'immatériel*, André Gorz, Galilée, 2004

[3] Effet de réseau, Wikipédia
http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_de_réseau

[4] *The Pro-Am revolution, How enthusiasts are changing our economy and society*, Charles Leadbeater, Paul Miller, Pamphlet, 24th November 2004 ISBN : 1841801364.
<http://www.demos.co.uk/publications/proameconomy>

[5] <http://www.gnu.org/licenses/licenses.fr.html>

[6] C'est par exemple par ce type d'analyse des logiciels propriétaires que l'on a trouvé le « rootkit » (logiciel espion) installé par Sony à chaque fois qu'on lisait un CD de cette entreprise sur un ordinateur. Les logiciels libres, en permanence sous l'oeil des usagers et des membres de la communauté comportent beaucoup moins de failles et de risques d'infections par des virus ou autres « badware ».

[7] *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Yann Moulier-Boutang, Ed. Amsterdam, 2007

[8] Ces deux références renvoient à l'imagerie du mouvement communiste de libération (bien distinct du stalinisme de pouvoir). La prise du Palais d'Hiver de Saint Petersburg signait le début de la révolution de 1917 et l'écroulement de la dictature tsariste ; le texte de Mao Zedong « Feu sur le Quartier général » était un appel à la révolte contre l'installation bureaucratique « par en haut », qui allait ouvrir la période dite de la « Révolution culturelle ». L'histoire a fini par avoir raison des mouvements de libération, ce qui n'enlève rien à leur force de contestation, mais montre que la vision d'un monde centralisé, avec des noeuds de pouvoir centraux à défaire, reste en deçà des formes exactes du pouvoir... et donc des besoins des révolutions émancipatrices.

[9] *Homesteading the noosphere*, Eric Raymond <http://catb.org/esr/writings/homesteading/homesteading/> Une traduction française est disponible dans le livre *Libres enfants du*

numériques, Florent Latrive et Olivier Blondeau, Ed. De l'Eclat.

[10] *Société de l'information/société de la connaissance*, Sally Burch : In : Enjeux de Mots, sous la direction de Valérie Peugeot, Alain Ambrosi et Daniel Pimienta, C&F éditions, 2005. <http://vecam.org/article516.html>

[11] *Tentative de définition du vectorialisme*, In : Traitements et pratiques documentaires : vers un changement de paradigme ? Actes de la deuxième conférence Document numérique et Société, 2008 Sous la direction d'Evelyne Broudoux et Ghislaine Chartron. Ed. ADBS

[12] *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Michael Hardt et Antonio Negri, La découverte, 2004

[13] Un Manifeste Hacker : "a Hacker Manifesto", McKenzie Wark, Ed. Criticalsecret, 2006 (traduction française)

[14] *La sorcellerie capitaliste : Pratiques de désenvoûtement*, Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, La Découverte, 2004

[15] <http://april.org>

[16] <http://laquadrature.net>

[17] <http://fr.creativecommons.org>

[18] *Construire le libre-accès à la connaissance*, Hervé Le Crosnier, In : Entre public et privé, les biens communs de l'information. Colloque, Université de Lyon 2, 20 octobre 2005 <http://archives.univ-lyon2.fr/222/>

[19] Sida : comment rattraper le temps perdu, Gernan Velasquez, In : *Pouvoir Savoir : Le développement face aux biens communs de l'information et à la propriété intellectuelle*, C&F éditions, 2005. <http://vecam.org/article1035.html>

[20] Les paysans sont-ils les protecteurs des semences locales, Guy Kastler, à paraître (version en ligne : <http://vecam.org/article1075.html>)

[21] *Prizes to stimulate innovation*, James Love, KEI International <http://www.keionline.org/content/view/4/1/>

[22] *Relancer la recherche et développement de médicaments contre les maladies négligées*, Bernard Pecoul et Jean-François Alesandrini In : *Pouvoir Savoir*, op. Cité. <http://vecam.org/article1033.html>

[23] *Accès à la connaissance : Access to Knowledge*, Compte-rendu de la conférence Access to knowledge qui s'est tenue à l'Université de Yale du 21 au 23 avril 2006, par Hervé Le Crosnier http://herve.cfeditions.org/a2k_yale/

[24] *Cape Town Open Education Declaration : Unlocking the promise of open educational resources*, <http://www.capetowndeclaration.org/read-the-declaration>

[25] *Relieurs*, Première phase du Sommet mondial de la société de l'information – SMSI 2002/2003, Note de synthèse Octobre 2004 par Valérie Peugeot <http://vecam.org/article364.html>

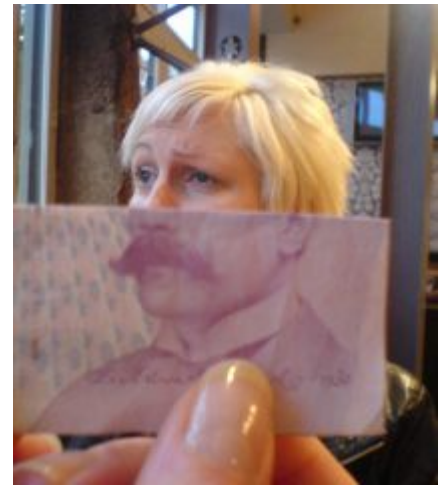
[26] <http://www.antipub.org>

[27] <http://fm-sciences.org>

[28] Forum social mondial : un appel pour « bien vivre » plutôt que vivre mieux, Christophe Aguiton <http://www.cetri.be/spip.php?article1037>

Et pourquoi pas aussi l'Open Money ?

Cela demande analyse et précision au cas par cas mais on ne peut que constater que « l'état d'esprit du logiciel libre » est en train de s'infiltrer un peu partout actuellement. Et si le très sérieux journal britannique *The Guardian* posait récemment la question de la construction d'un monde Open Source il doit bien y avoir une raison.



Dans la sphère anglophone cela se traduit en effet par la multiplication des expressions précédées de l'adjectif « Open ». Les idées véhiculées ne sont pas forcément neuves ni originales mais elle retrouvent force et vigueur à l'heure du numérique, en s'inspirant toutes plus ou moins directement de la *matrice* Open Source.

Ce qui donne, et j'en oublie certainement, Open Hardware, Open Format, Open Data, Open ID, ou encore Open Politics, Open Gouvernance, et puis également Open Content, Open Knowledge, Open Research, Open Education (dont le très prometteur dérivé Open Educational Resources), sans oublier, cela va de soi, le champ culturel avec par exemple ses Open Music et Open Movie.

Et si la lecture de cette longue liste vous a donné soif, nous vous suggérons Open Cola ou, avec modération, Open Beer ☐

Tout comme Wikipédia dont sont issus l'ensemble des liens précédents, ces jeunes expressions ne sont pas figées. Elles sont *en construction* et susceptibles de fortement évoluer avec le temps. Mais mises en commun cela donne du sens et témoigne indéniablement que *quelque chose d'intéressant* est en train de se produire.

L'Histoire nous dira ce qui émergera exactement de cette effervescence. Certains voudraient déjà remplacer un modèle par un autre. Nous n'en sommes pas encore là mais il y a peut-être déjà un acquis : celui d'introduire une *perturbation* dans de nombreux systèmes dont nous ne nous étions pas toujours rendus compte qu'ils s'étaient avec le temps souvent refermés sur eux-même en laissant à l'économie et à l'argent une trop large place.

L'argent^[1], justement, tiens, parlons-en ! Dans ce contexte-là pourquoi ne pas en profiter pour le mettre lui aussi sur la sellette ? Ne peut-on pas quelque part le considérer en l'état comme *propriétaire* ? Quelques *hurluberlus* ont donc osé s'attaquer de front au tabou pour créer une nouvelle expression à ajouter au corpus : « l'Open Money ».

C'est la traduction d'un *vieux* document que nous vous proposons ci-dessous pour alimenter le débat. Vous jugerez peut-être ce manifeste naïf, utopique et irréalisable, mais GNU/Linux, Wikipédia ou Creative Commons n'étaient-ils pas eux aussi des projets *impossibles* ?

Ce n'est qu'un simple exemple mais ne vous arrive-t-il pas de rêver à des alternatives à PayPal, carte de crédit et grosse ponction au passage, lorsque vous souhaitez faire un simple don à un logiciel libre sur Internet ? Pourquoi est-ce si compliqué, alors même que l'argent se dématérialise ? Et dois-je vous faire l'affront d'évoquer la crise globale que nous subissons aujourd'hui avec fatalisme, venue d'on ne sait où si ce n'est d'un monde financier devenu *légèrement* dément ?

Une folie en vaut bien une autre. Alors pourquoi ne pas tenter ensemble de lentement mais sûrement organiser différemment les échanges, la richesse, l'argent, les banques... en privilégiant cette fois-ci l'humain et le bien commun ?

Vous trouverez en fin d'article, une première liste de liens connexes autour du sujet (que nous vous invitons à compléter

dans les commentaires). Nous vous proposons également en pièce-jointe la page du dossier « Sortie de crise : l'enjeu vital de la création de la monnaie » du journal Vendredi, qui a eu la bonne idée de reprendre ce billet dans son édition du 10 avril 2009.

Le manifeste de la monnaie libre

Open money manifesto

Michael Linton – 2001 – OpenMoney.info

(Traduction Framalang : Claude, Don Rico et Poupoul2)

Les problèmes dûs à l'argent proviennent entièrement du traitement de la monnaie conventionnelle : elle est créée par des banques centrales en quantité limitée. Il y a trois choses que nous savons sur cet argent. Nous savons ce qu'il fait : il va et il vient. Nous savons ce qu'il est : rare et difficile à obtenir. Et nous savons d'où il vient : il vient d'eux, pas de nous.

Ces trois caractéristiques, communes à toutes les monnaies nationales, font que l'on doit constamment lutter pour partager un bout du *truc* qui fait tourner le monde. Cet argent peut aller n'importe où, ce qu'il fait inévitablement, laissant la communauté démunie de son moyen d'échange.

C'est tout simplement dans la nature de la monnaie conventionnelle de créer, par ses allées et venues, les conditions de compétition et de rareté à l'intérieur des communautés ou entre elles.

Ainsi devons-nous courir après l'argent pour survivre, obligés de combattre pour lui, souvent durement. Tentés d'avoir le plus pour le moins, nous cherchons les meilleures affaires en tant qu'individus, entreprises, associations caritatives, gouvernements ou nations.

Telle société, telle génération : il semble que nous soyons

déterminés à tout avoir, quelques soient les conséquences de nos excès et négligences sur les autres, maintenant et dans le futur.

Nous dépendons de cet argent, en n'ayant guère de choix et malgré ses défauts évidents. Certains ont peu ou rien, ne pouvant trouver le nécessaire pour vivre dans ce monde. D'autres en ont une quantité énorme sans, pour autant, que cela soit bénéfique pour eux et pour le monde.

Et tout cela, à propos de quoi ? Un argent rare qui court dans toutes les directions mais venant *d'eux*. Leur argent arrive avec de nombreux problèmes.

- Le problème de la *bonne* quantité de monnaie en circulation ? Personne ne paraît savoir comment garder un équilibre entre trop et pas assez.
- Le problème de la distribution : où est-il ? qui le possède et qui n'en a pas ? Est il là où nécessaire ? Certainement pas.
- Le problème du coût: coût de la création et de la sécurité, des opérations et de la comptabilité, le coût des intérêts, le coût des tribunaux.

Mais avant tout, et impossible à chiffrer, notre conduite monétaire dirigée a des effets absolument dévastateurs sur notre société et l'environnement mondial.

C'est la mauvaise nouvelle que vous deviez probablement déjà connaître. Maintenant, voici la bonne nouvelle: tous ces problèmes peuvent être résolus avec une monnaie mieux conçue.

L'argent n'est qu'une information, une façon de mesurer ce que nous échangeons, il n'a pas de valeur en lui même. Et nous pouvons en fabriquer nous-même en complément de la monnaie conventionnelle. Ce n'est qu'une question de conception.

Il n'y a aucune raison valable, pour une communauté, de rester sans argent . Être à cours d'argent quand il y a du travail à

faire, revient à ne pas avoir assez de centimètres pour construire une maison. Nous avons le matériel, les outils, l'espace, le temps, la technique et l'envie de construire... mais nous n'avons pas de centimètres aujourd'hui ? Pourquoi être à cours de centimètres ? pourquoi être à court de monnaie ?

Les monnaies libres sont virtuelles et personnelles. Chaque communauté, réseau ou entreprise peut créer son propre argent libre. *libre* comme dans liberté d'expression, radical libre, librement disponible mais pas gratuit comme dans déjeuner gratuit ou tour gratuit. Vous ne l'avez pas pour rien. (NdT : *Le classique problème de traduction en anglais de l'adjectif free*)

La monnaie libre doit être méritée pour être respectée. Quand vous l'émettez, vous êtes obligé de l'honorer. Votre monnaie est votre parole : une question de réputation dans votre communauté.

La monnaie libre est une monnaie plate (NdT : *ou neutre pour flat*). Elle ne confère aucun pouvoir à l'un **sur** l'autre, on ne fait qu'un **avec** l'autre. Pas de problème d'exploitation, quand vous possédez votre propre monnaie, vous ne pouvez pas être acheté ou vendu facilement. Vous pouvez choisir ce que vous voulez faire pour gagner votre argent. Il n'y a pas de monopole, tous les systèmes co-existent dans le même espace. Plus plate que plate, la monnaie libre est super plate.

La monnaie libre est virtuelle et infinie. Les objets physiques existent dans l'espace et le temps (ce qui les rend limités), en nombre, en masse, en lieu et place. Les objets virtuels n'existent pas et n'ont pas à respecter de telles limites.

Tout est possible dans l'espace de la monnaie virtuelle, sous toutes les formes. Il n'est question que de mettre au point un système de notation pour ceux qui consentiraient à

l'utiliser : l'argent n'est qu'un accord social.

Bien entendu, un système ne marchera en tant que monnaie que s'il est bien conçu. Un système de notation que personne ne veut utiliser n'est pas une monnaie valable. Aussi, bien qu'aucune limite aux monnaies ne puisse être pensée, toutes ne vont pas fonctionner.

C'est nous qui créerons la nouvelle monnaie qui fonctionnera, en quantité suffisante pour satisfaire nos besoins, et dans un contexte ouvert afin que chacun puisse contribuer et être reconnu. La monnaie libre circulera dans les réseaux et communautés qu'elle sert, complètement légale et virtuellement libre, par conception.

Nous pensons que les problèmes venant de la monnaie conventionnelle peuvent être résolus avec un système de monnaie libre.

- Où la monnaie conventionnelle est rare et chère, la nouvelle monnaie existe en quantité suffisante et est libre.
- Où la monnaie conventionnelle est créée par des banques centrales, la nouvelle monnaie vient de nous, comme des promesses de rachat : notre monnaie est notre parole.
- Où la monnaie conventionnelle se propage avec inconstance, dans et hors de nos communautés, créant des dépendances nuisibles à l'économie, la société et la nature, la nouvelle monnaie complémentaire circule en permanence, encourageant le commerce et les échanges.

Donc, réglons le problème de l'argent et, pour les autres dangers menaçant notre monde, voyons ce qu'il adviendra.

Imaginons simplement...

- Imaginons avoir l'argent nécessaire pour subvenir à tous nos besoins.
- Imaginons une société et une économie fonctionnant sans

les problèmes monétaires courants de pauvreté, d'exploitation, de sans-abris, de chômage, de peur et d'angoisse.

- Imaginons un monde où chacun pourrait travailler et payer, travailler et jouer.
- Imaginons un air sain, une eau et une nourriture saine pour tout le monde.
- Imaginons une société humaine vivant en équilibre avec l'environnement.

Trop beau pour être vrai ? Ou peut être pas ? Peut-être cela mérite-t-il d'être vérifié ?

Ce sont nos convictions à propos de monnaie libre, nos idées de développement d'un système de monnaie libre, et notre intention d'agir maintenant pour mettre en œuvre nos convictions...nous vous invitons à adhérer.

Cette déclaration ne s'adresse pas à tel individu ou tel organisme. Les déclarations n'appartiennent pas à une personne ou une entité et ne sont en rien prévues pour servir les intérêts particuliers d'un individu ou d'une organisation.

Le but du manifeste de la monnaie libre s'auto-détermine : il est inhérent à son contenu.

- Il n'est pas négocié, personne ne vote pour lui.
- Il n'est ni une question d'opinion ni une proposition politique.
- Sa validité est basée sur le sens interne créé et le sens externe généré...

Les concepts de monnaie libre n'appartiennent à personne.

Le manifeste est une série ouverte d'idées : les concepts sont là pour être étendus, développés, affinés. Nous vous invitons à adhérer.

Le manifeste est un document actif.

- C'est un constat de preuves vérifiables : il y a des problèmes avec l'argent.
- C'est une question de conception : les problèmes liés à l'argent peuvent être réglés facilement.
- C'est une déclaration d'intention : Nous sommes en train de les régler.



Quelques liens connexes

- De l'open-source à l'open-money
Web2Rules – 2 mars 2009

A l'heure de la crise, le mouvement open-money propose une approche au moins aussi stimulante de l'économie que l'open-source l'est pour le monde du logiciel. L'open money, c'est la libération des moyens de paiement. Nos monnaies actuelles sont en effet en un sens des systèmes propriétaires : l'euro et le dollar sont gérés par des banques centrales qui décident de leur mode d'émission tout en se faisant rémunérer pour leur mise à disposition aux banques commerciales. Ces dernières redistribuent ces liquidités (avec effet de levier grâce aux mécanismes de l'argent scriptural et des taux de réserves obligatoires) aux agents économiques. Deux agents économiques voulant commercer avec de l'euro ou du dollar doivent donc nécessairement faire appel à un système commercial extérieur sur lequel ils n'ont aucun contrôle.

(...) Le système monétaire classique est donc bel et bien verrouillé comme l'est, dans un autre genre, un logiciel propriétaire. Partant de ce constat, l'open money reprend l'héritage des LETS (Local Exchange Trading Systems, en français SEL pour Systèmes d'échanges locaux) pour proposer des circuits monétaires alternatifs libres : il s'agit d'implanter au sein d'une communauté donnée une ou plusieurs monnaies que les membres gèrent directement. Les échanges entre membres ne sont dès lors plus soumis à des conditions extérieures à la communauté telle que la quantité et la qualité de la monnaie en circulation.

- Open Money : bientôt chacun créera sa propre monnaie
Entretien avec Jean-François Noubel (cf ces vidéos) –
Nouvelles Clés – juillet 2008

Vous avez déjà joué au Monopoly, n'est-ce pas, avec des joueurs et une banque ? Si la banque ne donne pas d'argent, le jeu s'arrête, même si vous possédez des maisons. On peut entrer en pauvreté, non par manque de richesse, mais par manque d'outil de transaction, de monnaie. Dans le monde d'aujourd'hui, 90% des personnes, des entreprises et même des États sont en manque de moyens d'échange, non qu'ils soient pauvres dans l'absolu (ils ont du temps, des compétences, souvent des matières premières), mais par absence de monnaie. Pourquoi ? Parce que, comme dans le Monopoly, leur seule monnaie dépend d'une source extérieure, qui va en injecter ou pas. Il n'y a pas autonomie monétaire des écosystèmes.

- Le cinquième pouvoir monétaire
Jean-François Noubel – Le peuple des connecteurs – 22
novembre 2008

Souvent réduit à son aspect médiatique, le cinquième pouvoir est en fait une force de décentralisation : médiatique, énergétique, alimentaire... et aussi monétaire comme l'explique Jean-François dans cette vidéo enregistrée en annonce de la

conférence qui se déroule sur le sujet à Mexico.

Le passage des monnaies uniques, c'est-à-dire de l'économie propriétaire et centralisée, à l'économie diverse et ouverte pourrait valoir un prix Nobel. Mais comme les autres transitions en cours, elle n'est pas l'œuvre d'une personne mais d'une multitude d'acteurs. Comme les nouveaux médias, les nouvelles monnaies existent déjà. Dans les jeux vidéo, partout sur les services d'échange en ligne, dans nos vies lorsque nous rendons services à un ami qui nous rend plus tard service...

La réappropriation de nos existences passe aussi par la réappropriation des monnaies d'échange. C'est possible à l'âge numérique. Avec ces nouvelles monnaies, la notion de croissance vole en éclat. Nous passons de l'autre côté.

▪ **KashKlash, ce qu'il y a après le cash !**

Hubert Guillaud – InternetActu – 3 mars 2009

Tous nos échanges ne se fondent pas sur l'argent ni sur la valeur monétaire de ce que nous échangeons, expliquent les auteurs du forum. En échange d'une photo qu'on offre à la communauté Flickr, nous n'attendons pas nécessairement de l'argent en retour, mais plutôt un sentiment d'appartenance à une communauté, une visibilité, le plaisir de faire plaisir à ceux avec qui on l'a partagé... Ce type d'échanges non monétaires n'a rien de nouveau, mais la question est de savoir si nos outils numériques peuvent favoriser leur renouveau ?

(...) A une époque où nous allons vers une monnaie virtuelle, le coût marginal d'introduire de nouvelles monnaies se rapproche de zéro, explique le consultant et éditorialiste David Birch, organisateur du Digital Money Forum britannique, d'où la probabilité qu'elles se démultiplient. Dans un scénario post-monétaire, quels autres types de biens et de services pourrions-nous échanger ? Comment persuader les gens

de rejoindre votre économie alternative ? Comment expliquer ses bénéfices aux autres ?

- *Si l'Etat ne peut pas nous sauver, alors il nous faut une licence pour imprimer notre propre monnaie*

Phyrezo – 25 février 2009

Dans son livre « The Future of Money », Lietaer fait remarquer – comme l'a fait hier le gouvernement britannique – que dans des situations comme celle que nous connaissons actuellement tout s'arrête brusquement à cause de la pénurie de liquidités. Mais il explique également qu'il n'y a aucune raison pour que cet argent doive prendre la forme de la livre sterling ou qu'il soit émis par les banques. L'argent ne consiste qu'à « un accord au sein de la communauté d'utiliser quelque chose comme moyen d'échange ». Ce moyen d'échange pourrait être n'importe quoi, du moment que tous ceux qui l'utilisent ont la certitude que tous les autres en reconnaîtront la valeur. Durant la Grande Dépression, des entreprises aux Etats-Unis ont émis des queues de lapins, des coquillages et des disques de bois comme monnaie, de même que toutes sortes de bons de papier et de jetons de bois.

- **Monnaies Libres**

Définition – The Transitioner

Une monnaie libre consiste en un ensemble de règles et processus qui définissent l'émission, l'évolution, la circulation et la consommation d'une monnaie ouverte, suffisante, décentralisée, peer-to-peer et démocratique. Elle appartient au domaine public tout comme les logiciels ou les productions intellectuelles du logiciel libre. Elle est conçue, développée, testée, documentée et mise en circulation de manière collaborative, chacune de ses parties pouvant être transformée et améliorée par quiconque. Les monnaies libres sont désignées sous le terme d'Open Money en anglais, suivant les travaux de Michael Linton et Ernie Yacub à l'origine de

cette vision.

Notes

[1] Crédit photos : Jessica Shannon (Creative Commons By-Sa) – AMagill (Creative Commons By)

Le bien commun : l'assaut final – Un documentaire de Carole Poliquin

Nombreux sont ceux qui pensent qu'en France le projet de loi « Création et Internet » (ou Hadopi) n'est pas qu'une simple question technique et juridique pour endiguer le « piratage », mais se situe bien au delà, sur le front politique et sociétal de la défense des biens communs contre une « marchandisation » croissante des activités humaines, ici la culture^[1].

C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de proposer aux lecteurs de passage un « vieux » documentaire que vous n'avez peut-être pas eu l'occasion de voir à sa sortie en 2002 (durée : 1 heure).

Il a pour titre **Le bien commun : l'assaut final** et a été réalisé par la québécoise Carole Poliquin (dont nous avons obtenu accord pour diffusion).

Voici ce qu'en disait Bernard Langlois dans le journal Politis :

Sur le fond, c'est une charge très argumentée, très

démonstrative contre la mondialisation libérale, nourrie de reportages et de témoignages recueillis au Canada, au Mexique, aux États-Unis, en Inde, en France. Avec les exemples très parlants de la marchandisation en cours de tous ces « biens publics mondiaux » que sont l'eau, les semences, la santé, les gènes, les connaissances et pratiques ancestrales ou nouvelles... Un thème que nous connaissons bien, autant de tristes réalités d'aujourd'hui.

C'est la forme qui est originale, avec un parti pris d'humour en contrepoint très réussi. Carole Poliquin a repris le thème et le découpage de la Genèse, ces sept jours qui bâtirent le monde ; mais ici ce n'est pas Dieu, c'est « l'homme d'affaires » qui se donne une semaine pour asservir le monde au profit, pour créer enfin ce « marché total » qu'on nous propose comme horizon. À chaque jour son thème (l'eau, les semences etc.). Chaque soir de la semaine, l'homme d'affaires reprend son Boeing, volant dans les étoiles vers sa prochaine mission, tandis qu'une voix off commente : « Et l'homme d'affaires se dit que cela était bon pour ses actionnaires ».

On notera que vous pouvez acheter le DVD de ce documentaire directement depuis son site officiel (ou en France chez Voir et Agir), non seulement pour en obtenir une version de qualité, des bonus, etc. mais également pour soutenir l'action de Carole Poliquin et l'aider à produire de nouveaux sujets comme son dernier en date Homo Toxicus^[2].



→ La vidéo au format webm

Peut-être le trouverez trop simpliste, trop « altermondialiste », ou trop... réaliste ? Peut-être aurez-vous envie d'y ajouter un « huitième jour » autour de la création numérique (logiciels, œuvres de l'esprit...) ? Peut-être êtes-vous agréablement ou désagréablement surpris de sa mise en lumière sur le Framablog ? Il ne tient qu'à vous de vous

exprimer dans les commentaires ci-dessus ☐

Notes

[1] Ce « front des biens communs » fait écho à deux livres de référence du Framablog (disponible tous deux en libre téléchargement) : Du bon usage de la piraterie de Florent Latrive et Cause commune de Philippe Aigrain.

[2] Résumé du documentaire Homo Toxicus de Carole Poliquin (2008) : « Une expérience planétaire est en cours et nous en sommes les cobayes. Chaque jour, des tonnes de substances toxiques sont libérées dans l'environnement sans que nous en connaissions les effets à long terme pour les êtres vivants. Certaines d'entre elles s'infiltrent à notre insu dans nos corps et dans celui de nos enfants. En même temps que notre patrimoine génétique, nous transmettons aujourd'hui à nos enfants notre patrimoine toxique. Dans une enquête inédite, menée avec rigueur et humour à partir de ses propres analyses de sang, la réalisatrice explore les liens entre ces substances toxiques et l'augmentation de certains problèmes de santé comme les cancers, les problèmes de fertilité et l'hyperactivité. Les conclusions sont troublantes... »

**Un autre monde est possible
selon André Gorz (et le
logiciel libre)**

Avant de se donner la mort en septembre 2007, le philosophe et journaliste André Gorz a transmis un dernier texte à la revue EcoRev', qu'il avait parrainée lors de sa création, intitulé « La sortie du capitalisme a déjà commencé ».



Nous le reproduisons ici pour alimenter le débat, en rappelant que le sous-titre de ce blog stipule que « ce serait l'une des plus grandes opportunités manquées de notre époque si le logiciel libre ne libérait rien d'autre que du code ». Ce texte ayant fait l'objet d'une version remaniée, nous avons choisi de mettre en ligne l'un après l'autre les deux articles, qui bien que très proches, offrent tout de même d'intéressantes nuances.

Extrait de la version remaniée :

Ce qui importe pour le moment, c'est que la principale force productive et la principale source de rentes tombent progressivement dans le domaine public et tendent vers la gratuité ; que la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles ; que par conséquent l'emprise du capital sur la consommation se relâche et que celle-ci peut tendre à s'émanciper de l'offre marchande. Il s'agit là d'une rupture qui mine le capitalisme à sa base. La lutte engagée entre les logiciels propriétaires et les logiciels libres (libre, free, est aussi l'équivalent anglais de gratuit) a été le coup d'envoi du conflit central de l'époque. Il s'étend et se prolonge dans la lutte contre la marchandisation de richesses premières – la terre, les semences, le génome, les biens culturels, les savoirs et compétences communs, constitutifs de la culture du quotidien et qui sont les préalables de

l'existence d'une société. De la tournure que prendra cette lutte dépend la forme civilisée ou barbare que prendra la sortie du capitalisme.

Cette sortie implique nécessairement que nous nous émanciperons de l'emprise qu'exerce le capital sur la consommation et de son monopole des moyens de production. Elle signifie l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. L'obstacle insurmontable que le capitalisme avait dressé sur cette voie était la nature même des moyens de production qu'il avait mis en place : ils constituaient une mégamachine dont tous étaient les serviteurs et qui nous dictait les fins à poursuivre et la vie à mener. Cette période tire à sa fin. Les moyens d'autoproduction high-tech rendent la mégamachine industrielle virtuellement obsolète. Claudio Prado invoque l'appropriation des technologies parce que la clé commune de toutes, l'informatique, est appropriable par tous. Parce que, comme le demandait Ivan Illich, chacun peut l'utiliser sans difficulté aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire... sans que l'usage qu'il en fait empiète sur la liberté d'autrui d'en faire autant ; et parce que cet usage (il s'agit de la définition illichienne des outils conviviaux) stimule l'accomplissement personnel et élargit l'autonomie de tous. La définition que Pekka Himanen donne de l'Éthique Hacker est très voisine : un mode de vie qui met au premier rang les joies de l'amitié, de l'amour, de la libre coopération et de la créativité personnelle.

Extrait de la version originale :

Pourtant une tout autre voie de sortie s'ébauche. Elle mène à l'extinction du marché et du salariat par l'essor de l'autoproduction, de la mise en commun et de la gratuité. On trouve les explorateurs et éclaireurs de cette voie dans le mouvement des logiciels libres, du réseau libre, de la

culture libre qui, avec la licence CC (creative commons) rend libre (et libre : free signifie, en anglais, à la fois librement accessible et utilisable par tous, et gratuit) de l'ensemble des biens culturels – connaissances, logiciels, textes, musique, films etc. – reproductibles en un nombre illimité de copies pour un coût négligeable. Le pas suivant serait logiquement la production « libre » de toute la vie sociale, en commençant par soustraire au capitalisme certaines branches de produits susceptibles d'être autoproduits localement par des coopératives communales.

Ce genre de soustraction à la sphère marchande s'étend pour les biens culturels où elle a été baptisée « out-cooperating », un exemple classique étant Wikipedia qui est en train d'« out-cooperate » l'Encyclopedia Britannica. L'extension de ce modèle aux biens matériels est rendue de plus en plus faisable grâce à la baisse du coût des moyens de production et à la diffusion des savoirs techniques requis pour leur utilisation. La diffusion des compétences informatiques, qui font partie de la « culture du quotidien » sans avoir à être enseignés, est un exemple parmi d'autres. L'invention fabbers, aussi appelés digital fabricators ou factories in a box – il s'agit d'une sorte d'ateliers flexibles transportables et installables n'importe où – ouvre à l'autoproduction locale des possibilités pratiquement illimitées.

Un texte qui pour certains a valeur de référence et que nous souhaitons vous faire partager.

Non seulement André Gorz^[1] y annonce par anticipation la crise que nous vivons actuellement (et peut-être aussi les logiques sous-jacentes à la loi Hadopi) mais il nous propose également quelques pistes pour en sortir. Que le logiciel libre soit aujourd'hui un exemple, un espoir et une source d'inspiration aux solutions envisagées n'est en rien étonnant tant nous sommes allés loin dans la privatisation des biens communs et

la déshumanisation du monde...

La sortie du capitalisme a déjà commencé (version 2)

URL d'origine du document

André Gorz – 17 septembre 2007 – EcoRev'

EcoRev' précise : Ce texte qu'André Gorz a terminé d'écrire le 17/09/2007 est une version revue et approfondie de celui écrit pour le manifeste d'Utopia (voir ci-dessous). Rebaptisé pour notre dossier Le travail dans la sortie du capitalisme il a depuis été publié dans son livre posthume Écologica sous le titre La sortie du capitalisme a déjà commencé.

La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système qui survit par des subterfuges à la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.

La crise du système se manifeste au niveau macro-économique aussi bien qu'au niveau micro-économique. Elle s'explique principalement par un bouleversement technoscientifique qui introduit une rupture dans le développement du capitalisme et ruine, par ses répercussions la base de son pouvoir et sa capacité de se reproduire. J'essaierai d'analyser cette crise d'abord sous l'angle macro-économique, ensuite dans ses effets sur le fonctionnement et la gestion des entreprises.

L'informatisation et la robotisation ont permis de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités décroissantes de travail. Le coût du travail par unité de produit ne cesse de diminuer et le prix des produits tend à baisser. Or plus la quantité de travail pour une production

donnée diminue, plus la valeur produite par travailleur – sa productivité – doit augmenter pour que la masse de profit réalisable ne diminue pas. On a donc cet apparent paradoxe que plus la productivité augmente, plus il faut qu'elle augmente encore pour éviter que le volume de profit ne diminue. La course à la productivité tend ainsi à s'accélérer, les effectifs employés à être réduits, la pression sur les personnels à se durcir, le niveau et la masse des salaires à diminuer. Le système évolue vers une limite interne où la production et l'investissement dans la production cessent d'être assez rentables.

Les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive du capital productif ne cesse de régresser. Aux États-Unis, les 500 firmes de l'indice Standard & Poor's disposent de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas même quand leurs bénéfices explosent.

La production n'étant plus capable de valoriser l'ensemble des capitaux accumulés, une partie croissante de ceux-ci conserve la forme de capital financier. Une **industrie financière** se constitue qui ne cesse d'affiner l'art de faire de l'argent en n'achetant et ne vendant rien d'autre que diverses formes d'argent. L'argent lui-même est la seule marchandise que l'industrie financière produit par des opérations de plus en plus hasardeuses et de moins en moins maîtrisables sur les marchés financiers. La masse de capital que l'industrie financière draine et gère dépasse de loin la masse de capital que valorise l'économie réelle (le total des actifs financiers représente 160 000 milliards de dollars, soit trois à quatre fois le PIB mondial). La « valeur » de ce capital est purement fictive : elle repose en grande partie sur l'endettement et le « good will », c'est-à-dire sur des anticipations : la Bourse capitalise la croissance future, les profits futurs des

entreprises, la hausse future des prix de l'immobilier, les gains que pourront dégager les restructurations, fusions, concentrations, etc. Les cours de Bourse se gonflent de capitaux et de leurs plus-values futurs et les ménages se trouvent incités par les banques à acheter (entre autres) des actions et des certificats d'investissement immobilier, à accélérer ainsi la hausse des cours, à emprunter à leur banque des sommes croissantes à mesure qu'augmente leur capital fictif boursier.

La capitalisation des anticipations de profit et de croissance entretient l'endettement croissant, alimente l'économie en liquidités dues au recyclage bancaire de plus-value fictives, et permet aux États-Unis une « croissance économique » qui, fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, est de loin le moteur principal de la croissance mondiale (y compris de la croissance chinoise). L'économie réelle devient un appendice des bulles spéculatives entretenues par l'industrie financière. Jusqu'au moment, inévitable, où les bulles éclatent, entraînent les banques dans des faillites en chaîne, menaçant le système mondial de crédit d'effondrement, l'économie réelle d'une dépression sévère et prolongée (la dépression japonaise dure depuis bientôt quinze ans).

On a beau accuser la spéculation, les paradis fiscaux, l'opacité et le manque de contrôle de l'industrie financière (en particulier des hedge funds), la menace de dépression, voire d'effondrement qui pèse sur l'économie mondiale n'est pas due au manque de contrôle ; elle est due à l'incapacité du capitalisme de se reproduire. Il ne se perpétue et ne fonctionne que sur des bases fictives de plus en plus précaires. Prétendre redistribuer par voie d'imposition les plus-values fictives des bulles précipiterait cela même que l'industrie financière cherche à éviter : la dévalorisation de masses gigantesque d'actifs financiers et la faillite du système bancaire. La « restructuration écologique » ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter

une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis 150 ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3 ou 4 d'ici à l'an 2050. Or selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO2 devront diminuer de 85% jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum. Au-delà de 2°, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une **économie de guerre**. **La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre**, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer.

La forme barbare nous est déjà familière. Elle prévaut dans plusieurs régions d'Afrique, dominées par des chefs de guerre, par le pillage des ruines de la modernité, les massacres et trafics d'êtres humains, sur fond de famine. Les trois Mad Max étaient des récits d'anticipation.

Une forme civilisée de la sortie du capitalisme, en revanche, n'est que très rarement envisagée. L'évocation de la catastrophe climatique qui menace conduit généralement à envisager un nécessaire « changement de mentalité », mais la nature de ce changement, ses conditions de possibilité, les obstacles à écarter semblent défier l'imagination. Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production et modes de vie passe pour « irréaliste », comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent était indépassable. En réalité une foule d'indices convergents suggèrent que **ce dépassement est déjà amorcé** et que les chances d'une sortie civilisée du

capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité.

Le capitalisme doit son expansion et sa domination au pouvoir qu'il a pris en l'espace d'un siècle sur la production et la consommation à la fois. En dépossédant d'abord les ouvriers de leurs moyens de travail et de leurs produits, il s'est assuré progressivement le monopole des moyens de production et la possibilité de subsumer le travail. En spécialisant, divisant et mécanisant le travail dans de grandes installations, il a fait des travailleurs les appendices des mégamachines du capital. Toute appropriation des moyens de production par les producteurs en devenait impossible. En éliminant le pouvoir de ceux-ci sur la nature et la destination des produits, il a assuré au capital le quasi-monopole de l'offre, donc le pouvoir de privilégier dans tous les domaines les productions et les consommations les plus rentables, ainsi que le pouvoir de façonner les goûts et désirs des consommateurs, la manière dont ils allaient satisfaire leurs besoins. C'est ce pouvoir que la révolution informationnelle commence de fissurer.

Dans un premier temps, l'informatisation a eu pour but de réduire les coûts de production. Pour éviter que cette réduction des coûts entraîne une baisse correspondante du prix des marchandises, il fallait, dans toute la mesure du possible, soustraire celles-ci aux lois du marché. Cette soustraction consiste à conférer aux marchandises des **qualités incomparables** grâce auxquelles elles paraissent **sans équivalent** et cessent par conséquent d'apparaître comme de simples marchandises.

La valeur commerciale (le prix) des produits devait donc dépendre davantage de leurs qualités immatérielles non mesurables que de leur utilité (valeur d'usage) substantielle. Ces qualités immatérielles – le style, la nouveauté le prestige de la marque, le rareté ou « exclusivité » – devaient conférer aux produits un statut comparable à celui des oeuvres

d'art : celles-ci ont une valeur intrinsèque, il n'existe aucun étalon permettant d'établir entre elles un rapport d'équivalence ou « juste prix ». Ce ne sont donc pas de vraies marchandises. Leur prix dépend de leur rareté, de la réputation du créateur, du désir de l'acheteur éventuel. Les qualités immatérielles incomparables procurent à la firme productrice l'équivalent d'un monopole et la possibilité de s'assurer une rente de nouveauté, de rareté, d'exclusivité. Cette rente masque, compense et souvent surcompense la diminution de la valeur au sens économique que la baisse des coûts de production entraîne pour les produits en tant que marchandises par essence échangeable entre elles selon leur rapport d'équivalence.

Du point de vue économique, l'innovation ne crée donc pas de valeur ; elle est le moyen de créer de la rareté source de rente et d'obtenir un surprix au détriment des produits concurrents. La part de la rente dans le prix d'une marchandise peut être dix, vingt ou cinquante fois plus grand que son coût de revient, et cela ne vaut pas seulement pour les articles de luxe ; cela vaut aussi bien pour des articles d'usage courant comme les baskets, T-shirts, portables, disques, jeans etc.

Or la rente n'est pas de même nature que le profit : elle ne correspond pas à la création d'un surcroît de valeur, d'une plus-value. Elle redistribue la masse totale de la valeur au profit des entreprises rentières et aux dépens des autres ; elle n'augmente pas cette masse^[2].

Lorsque l'accroissement de la rente devient le but déterminant de la politique des firmes – plus important que le profit qui, lui, se heurte à la limite interne indiquée plus haut – la concurrence entre les firmes porte avant tout sur leur capacité et rapidité d'innovation. C'est d'elle que dépend avant tout la grandeur de leur rente. Elles cherchent donc à se surpasser dans le lancement de nouveaux produits ou modèles ou styles, par l'originalité du design, par l'inventivité de

leurs campagnes de marketing, par la « personnalisation » des produits. L'accélération de l'obsolescence, qui va de pair avec la diminution de la durabilité des produits et de la possibilité de les réparer, devient le moyen décisif d'augmenter le volume des ventes. Elle oblige les firmes à inventer continuellement des besoins et des désirs nouveaux, à conférer aux marchandises une valeur symbolique, sociale, érotique, à diffuser une « culture de la consommation » qui mise sur l'individualisation, la singularisation, la rivalité, la jalousie, bref sur ce que j'ai appelé ailleurs la « socialisation antisociale ».

Tout s'oppose dans ce système à l'autonomie des individus ; à leur capacité de réfléchir ensemble à leurs fins communes et à leurs besoins communs ; de se concerter sur la meilleure manière d'éliminer les gaspillages, d'économiser les ressources, d'élaborer ensemble, en tant que producteurs et consommateurs, une norme commune du suffisant – de ce que Jacques Delors appelait une « abondance frugale ». De toute évidence, la rupture avec la tendance au « produire plus, consommer plus » et la redéfinition autonome d'un modèle de vie visant à **faire plus et mieux avec moins**, suppose la rupture avec une civilisation où on ne produit rien de ce qu'on consomme et ne consomme rien de ce qu'on produit ; où producteurs et consommateurs sont séparés et où chacun s'oppose à lui-même en tant qu'il est toujours l'un et l'autre à la fois ; où tous les besoins et tous les désirs sont rebattus sur le besoin de gagner de l'argent et le désir de gagner plus ; où la possibilité de l'autoproduction pour l'autoconsommation semble hors de portée et ridiculement archaïque – à tort.

Et pourtant : la « dictature sur les besoins » perd de sa force. L'emprise que les firmes exercent sur les consommateurs devient plus fragile en dépit de l'explosion des dépenses pour le marketing et la publicité. La tendance à l'autoproduction regagne du terrain en raison du poids croissant qu'ont les

contenus immatériels dans la nature des marchandises. Le monopole de l'offre échappe petit à petit au capital.

Il n'était pas difficile de privatiser et de monopoliser des contenus immatériels aussi longtemps que connaissances, idées, concepts mis en oeuvre dans la production et dans la conception des marchandises étaient définis en fonction de machines et d'articles dans lesquels ils étaient incorporés en vue d'un usage précis. Machines et articles pouvaient être brevetés et la position de monopole protégée. La propriété privée de connaissances et de concepts était rendue possible par le fait qu'ils étaient inséparables des objets qui les matérialisaient. Ils étaient une composante du capital fixe.

Mais tout change quand les contenus immatériels ne sont plus inséparables des produits qui les contiennent ni même des personnes qui les détiennent ; quand ils accèdent à une existence indépendante de toute utilisation particulière et qu'ils sont susceptibles, traduits en logiciels, d'être reproduits en quantités illimitées pour un coût infime. Ils peuvent alors devenir un bien abondant qui, par sa disponibilité illimitée, perd toute valeur d'échange et tombe dans le domaine public comme **bien commun** gratuit – à moins qu'on ne réussisse à l'en empêcher en interdisant l'accès et l'usage illimités auxquels il se prête.

Le problème auquel se heurte « l'économie de la connaissance » provient du fait que la dimension immatérielle dont dépend le rentabilité des marchandises n'est pas, à l'âge de l'informatique, de la même nature que ces dernières : elle n'est la **propriété privée** ni des entreprises ni des collaborateurs de celles-ci ; elle n'est pas de par sa nature privatisable et ne peut par conséquent devenir une vraie marchandise. Elle peut seulement être déguisée en propriété privée et marchandise en réservant son **usage exclusif** par des artifices juridiques ou techniques (codes d'accès secrets). Ce déguisement ne change cependant rien à la réalité de bien commun du bien ainsi déguisé : il reste une non-marchandise

non vendable dont l'accès et l'usage libres sont interdits **parce qu'ils demeurent toujours possibles**, parce que le guettent les « copies illicites », les « imitations », les usages interdits. Le soi-disant propriétaire lui-même ne peut les vendre c'est-à-dire en transférer la propriété privée à un autre, comme il le ferait pour une vraie marchandise ; il ne peut vendre qu'un droit d'accès ou d'usage « sous licence ».

L'économie de la connaissance se donne ainsi pour base une richesse ayant vocation d'être un bien commun, et les brevets et copyrights censés le privatiser n'y changent rien ; l'aire de la gratuité s'étend irrésistiblement. L'informatique et internet minent le règne de la marchandise à sa base. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. N'importe qui peut reproduire avec son ordinateur des contenus immatériels comme le design, les plans de construction ou de montage, les formules et équations chimiques ; inventer ses propres styles et formes ; imprimer des textes, graver des disques, reproduire des tableaux. Plus de 200 millions de références sont actuellement accessibles sous licence « créative commons ». Au Brésil, où l'industrie du disque commercialise 15 nouveaux CD par an, les jeunes des favelas en gravent **80 par semaine** et les diffusent dans la rue. Les trois quarts des ordinateurs produits en 2004 étaient autoproduits dans les favelas avec les composants de matériels mis au rebut. Le gouvernement soutient les coopératives et groupements informels d'autoproduction pour l'auto approvisionnement.

Claudio Prado, qui dirige le département de la culture numérique au ministère de la Culture du Brésil, disait récemment : « L'emploi est une espèce en voie d'extinction... Nous comptons sauter cette phase merdique du **20^e** siècle pour passer directement du **19^e** au **21^e** siècle ». L'autoproduction des ordinateurs par exemple a été officiellement soutenue : il

s'agit de favoriser « l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale ». La prochaine étape sera logiquement l'autoproduction de moyens de production. J'y reviendrai encore.

Ce qui importe pour le moment, c'est que la principale force productive et la principale source de rentes tombent progressivement dans le domaine public et tendent vers la gratuité ; que la propriété privée des moyens de production et donc le monopole de l'offre deviennent progressivement impossibles ; que par conséquent l'emprise du capital sur la consommation se relâche et que celle-ci peut tendre à s'émanciper de l'offre marchande. Il s'agit là d'une rupture qui mine le capitalisme à sa base. La lutte engagée entre les « logiciels propriétaires » et les « logiciels libres » (libre, « free », est aussi l'équivalent anglais de « gratuit ») a été le coup d'envoi du conflit central de l'époque. Il s'étend et se prolonge dans la lutte contre la marchandisation de richesses premières – la terre, les semences, le génome, les biens culturels, les savoirs et compétences communs, constitutifs de la culture du quotidien et qui sont les préalables de l'existence d'une société. De la tournure que prendra cette lutte dépend la forme civilisée ou barbare que prendra la sortie du capitalisme.

Cette sortie implique nécessairement que nous nous émanciperons de l'emprise qu'exerce le capital sur la consommation et de son monopole des moyens de production. Elle signifie l'unité rétablie du sujet de la production et du sujet de la consommation et donc l'autonomie retrouvée dans la définition de nos besoins et de leur mode de satisfaction. L'obstacle insurmontable que le capitalisme avait dressé sur cette voie était la nature même des moyens de production qu'il avait mis en place : ils constituaient une mégamachine dont tous étaient les serviteurs et qui nous dictait les fins à poursuivre et la vie à mener. Cette période tire à sa fin. Les moyens d'autoproduction high-tech rendent la mégamachine

industrielle virtuellement obsolète. Claudio Prado invoque « l'appropriation des technologies » parce que la clé commune de toutes, l'informatique, est appropriable par tous. Parce que, comme le demandait Ivan Illich, « chacun peut l'utiliser sans difficulté aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire... sans que l'usage qu'il en fait empiète sur le liberté d'autrui d'en faire autant » ; et parce que cet usage (il s'agit de la définition illichienne des outils conviviaux) « stimule l'accomplissement personnel » et élargit l'autonomie de tous. La définition que Pekka Himanen donne de **l'Éthique Hacker** est très voisine : un mode de vie qui met au premier rang « les joies de l'amitié, de l'amour, de la libre coopération et de la créativité personnelle ».

Les outils high-tech existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine etc. Les ateliers communaux d'autoproduction seront interconnectés à, l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. Le travail sera producteur de culture, l'autoproduction un mode d'épanouissement.

Deux circonstances plaident en faveur de ce type de développement. La première est qu'il existe beaucoup plus de compétences, de talents et de créativité que l'économie capitaliste n'en peut utiliser. Cet excédent de ressources humaines ne peut devenir productif que dans une économie où la création de richesses n'est pas soumise aux critères de rentabilité. La seconde est que « l'emploi est une espèce en voie d'extinction ».

Je ne dis pas que ces transformations radicales se réaliseront. Je dis seulement que, pour la première fois, nous pouvons vouloir qu'elles se réalisent. Les moyens en existent ainsi que les gens qui s'y emploient méthodiquement. Il est probable que ce seront des Sud-Américains ou des Sud-Africains qui, les premiers, recréeront dans les banlieues déshéritées des villes européennes les ateliers d'autoproduction de leur favela ou de leur township d'origine.

La sortie du capitalisme a déjà commencé (version 1)

URL d'origine du document

André Gorz – 16 septembre 2007 – EcoRev'

Ce texte d'André Gorz a été distribué le 16 septembre 2007 à l'université d'Utopia.

La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté. Par son développement même, le capitalisme a atteint une limite tant interne qu'externe qu'il est incapable de dépasser et qui en fait un système mort-vivant qui se survit en masquant par des subterfuges la crise de ses catégories fondamentales : le travail, la valeur, le capital.

Cette crise de système tient au fait que la masse des capitaux accumulés n'est plus capable de se valoriser par l'accroissement de la production et l'extension des marchés. La production n'est plus assez rentable pour pouvoir valoriser des investissements productifs additionnels. Les investissements de productivité par lesquels chaque entreprise tente de restaurer son niveau de profit ont pour effet de déclencher des formes de concurrence meurtrières qui se traduisent, entre autres, par des réductions compétitives des effectifs employés, des externalisations et des délocalisations, la précarisation des emplois, la baisse des

rémunérations, donc, à l'échelle macro-économique, la baisse du volume de travail productif de plus-value et la baisse du pouvoir d'achat. Or moins les entreprises emploient de travail et plus le capital fixe par travailleur est important, plus le taux d'exploitation, c'est-à-dire le surtravail et la survaleur produits par chaque travailleur doivent être élevés. Il y a à cette élévation une limite qui ne peut être indéfiniment reculée, même si les entreprises se délocalisent en Chine, aux Philippines ou au Soudan.

Les chiffres attestent que cette limite est atteinte. L'accumulation productive de capital productif ne cesse de régresser. Aux Etats-Unis, les 500 firmes de l'indice Standard & Poor's disposent, en moyenne, de 631 milliards de réserves liquides ; la moitié des bénéfices des entreprises américaines provient d'opérations sur les marchés financiers. En France, l'investissement productif des entreprises du CAC 40 n'augmente pas, même quand leurs bénéfices explosent. L'impossibilité de valoriser les capitaux accumulés par la production et le travail explique le développement d'une économie fictive fondée sur la valorisation de capitaux fictifs. Pour éviter une récession qui dévaloriserait le capital excédentaire (suraccumulé), les pouvoirs financiers ont pris l'habitude d'inciter les ménages à s'endetter, à consommer leurs revenus futur, leurs gains boursiers futurs, la hausse future des entreprises, les achats futurs des ménages, les gains que pourront dégager les dépeçages et restructurations, imposés par les LBO, d'entreprises qui ne s'étaient pas encore mises à l'heure de la précarisation, surexploitation et externalisation de leurs personnels.

La valeur fictive (boursière) des actifs financiers a doublé en l'espace d'environ six ans, passant de 80 000 milliards à 160 000 milliards de dollars (soit trois le PIB mondial), entretenant aux Etats-Unis une croissance économique fondée sur l'endettement intérieur et extérieur, lequel entretient de son côté la liquidité de l'économie mondiale et la croissance

de la Chine, des pays voisins et par ricochet de l'Europe.

L'économie réelle est devenue un appendice des bulles financières. Il faut impérativement un rendement élevé du capital propre des firmes pour que la bulle boursière n'éclate pas – et une hausse continue – du prix de l'immobilier pour que n'éclate pas la bulle des certificats d'investissement immobilier vers lesquels les banques ont attiré l'épargne des particuliers en leur promettant monts et merveilles – car l'éclatement des bulles menacerait le système bancaire de faillites en chaîne, l'économie réelle d'une dépression prolongée (la dépression japonaise dure depuis quinze ans).

« Nous cheminons au bord du gouffre », écrivait Robert Benton. Voilà qui explique qu'aucun Etat n'ose prendre le risque de s'aliéner ou d'inquiéter les puissances financières. Il est impensable qu'une politique sociale ou une politique de « relance de la croissance » puisse être fondée sur la redistribution des plus-values fictives de la bulle financière. Il n'y a rien à attendre de décisif des Etats nationaux qui, au nom de l'impératif de compétitivité, ont au cours des trente dernières années abdiqué pas à pas leurs pouvoirs entre les mains d'un quasi-Etat supranational imposant des lois faites sur mesure dans l'intérêt du capital mondial dont il est l'émanation. Ces lois, promulguées par l'OMC, l'OCDE, le FMI, imposent dans la phase actuelle le tout-marchand, c'est-à-dire la privatisation des services publics, le démantèlement de la protection sociale, la monétarisation des maigres restes de relations non commerciales. Tout se passe comme si le capital, après avoir gagné la guerre qu'il a déclaré à la classe ouvrière, vers la fin des années 1970, entendait éliminer tous les rapports sociaux qui ne sont pas des rapports acheteur/vendeur, c'est-à-dire qui ne réduisent pas les individus à être des consommateurs de marchandises et des vendeurs de leur travail ou d'une quelconque prestation considérée comme « travail » pour peu qu'elle soit tarifée. Le tout-marchand, le tout-

marchandise comme forme exclusive du rapport social poursuit la liquidation complète de la société dont Margaret Thatcher avait annoncé le projet. Le totalitarisme du marché s'y dévoilait dans son sens politique comme stratégie de domination. Dès lors que la mondialisation du capital et des marchés, et la férocité de la concurrence entre capitaux partiels exigeaient que l'Etat ne fût plus le garant de la reproduction de la société mais le garant de la compétitivité des entreprises, ses marges de manœuvre en matière de politique sociale étaient condamnées à se rétrécir, les coûts sociaux à être dénoncés comme des entorses à la libre concurrence et des entraves à la compétitivité, le financement public des infrastructures à être allégé par la privatisation.

Le tout-marchand s'attaquait à l'existence de ce que les britanniques appellent les commons et les Allemands le Gemeinwesen, c'est-à-dire à l'existence des biens communs indivisibles, inaliénables et inappropriables, inconditionnellement accessibles et utilisables par nous. Contre la privatisation des biens communs les individus ont tendance à réagir par des actions communes, unis en un seul sujet. L'Etat a tendance à empêcher et le cas échéant à réprimer cette union de tous d'autant plus fermement qu'il ne dispose plus des marges suffisantes pour apaiser des masses paupérisées, précarisées, dépouillées de droits acquis. Plus sa domination devient précaire, plus les résistances populaires menacent de se radicaliser, et plus la répression s'accompagne de politiques qui dressent les individus les uns contre les autres et désignent des boucs émissaires sur lesquels concentrer leur haine.

Si l'on a à l'esprit cette toile de fond, les programmes, discours et conflits qui occupent le devant de la scène politique paraissent dérisoirement décalés par rapport aux enjeux réels. Les promesses et les objectifs mis en avant par les gouvernement et les partis apparaissent comme des diversions irréelles qui masquent le fait que le capitalisme

n'offre aucune perspective d'avenir sinon celle d'une détérioration continue de vie, d'une aggravation de sa crise, d'un affaïssement prolongé passant par des phases de dépression de plus en plus longues et de reprise de plus en plus faibles. Il n'y a aucun « mieux » à attendre si on juge le mieux selon les critères habituels. Il n'y aura plus de « développement » sous la forme du plus d'emplois, plus de salaire, plus de sécurité. Il n'y aura plus de « croissance » dont les fruits puissent être socialement redistribués et utilisés pour un programme de transformations sociales transcendant les limites et la logique du capitalisme.

L'espoir mis, il y a quarante ans, dans des « réformes révolutionnaires » qui, engagées de l'intérieur du système sous la pression de luttes syndicales, finissent par transférer à la classe ouvrière les pouvoirs arrachés au capital, cet espoir n'existe plus. La production demande de moins en moins de travail, distribue de moins en moins de pouvoir d'achat à de moins en moins d'actifs ; elle n'est plus concentrée dans de grandes usines pas plus que ne l'est la force de travail. L'emploi est de plus en plus discontinu, dispersé sur des prestataires de service externes, sans contact entre eux, avec un contrat commercial à la place d'un contrat de travail. Les promesses et programmes de « retour » au plein emploi sont des mirages dont la seule fonction est d'entretenir l'imaginaire salarial et marchand c'est-à-dire l'idée que le travail doit nécessairement être vendu à un employeur et les biens de subsistance achetés avec l'argent gagnés autrement dit qu'il n'y a pas de salut en dehors de la soumission du travail au capital et de la soumission des besoins à la consommation de marchandises, qu'il n'y a pas de vie, pas de société au-delà de la société de la marchandise et du travail marchandisé, au-delà et en dehors du capitalisme

L'imaginaire marchand et le règne de la marchandise empêchent d'imaginer une quelconque possibilité de sortir du capitalisme et empêchent par conséquent de vouloir en sortir. Aussi

longtemps que nous restons prisonniers de l'imaginaire salarial et marchand, l'anticapitalisme et la référence à une société au-delà du capitalisme resteront abstraitement utopiques et les luttes sociales contre les politiques du capital resteront des luttes défensives qui, dans le meilleur des cas, pourront freiner un temps mais non pas empêcher l'intériorisation des conditions de vie.

La « restructuration écologique » ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis 150 ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3 ou 4 d'ici à l'an 2050. Or selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO2 devront diminuer de 85% jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum. Au-delà de 2°, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables.

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, la décroissance risque d'être imposée à force de restrictions, rationnements, allocations de ressources caractéristiques d'un socialisme de guerre. La sortie du capitalisme s'impose donc d'une façon ou d'une autre. La reproduction du système se heurte à la fois à ses limites internes et aux limites externes engendrées par le pillage et la destruction d'une des deux « principales sources d'où jaillit toute richesse » : la terre. La sortie du capitalisme a déjà commencé sans être encore voulue consciemment. La question porte seulement sur la forme qu'elle va prendre et la cadence à laquelle elle va s'opérer.

L'instauration d'un socialisme de guerre, dictatorial, centralisateur, techno-bureautique serait la conclusion logique – on est tenté de dire « normale » – d'une civilisation capitaliste qui, dans le souci de valoriser des

masses croissantes de capital, a procédé à ce que Marcuse appelle la « désublimation répressive » – c'est-à-dire la répression des « besoins supérieurs », pour créer méthodiquement des besoins croissants de consommation individuelle, sans s'occuper des conditions de leur satisfaction. Elle a éludé dès le début la question qui est à l'origine des sociétés : la question du rapport entre les besoins et les conditions qui rendent leur satisfaction possible : la question d'une façon de gérer des ressources limitées de manière qu'elles suffisent durablement à couvrir les besoins de tous ; et inversement la recherche d'un accord général sur ce qui suffira à chacun, de manière que les besoins correspondent aux ressources disponibles.

Nous sommes donc arrivés à un point où les conditions n'existent plus qui permettraient la satisfaction des besoins que le capitalisme nous a donnés, inventés, imposés, persuadé d'avoir afin d'écouler des marchandises qu'il nous a enseigné à désirer. Pour nous enseigner à y renoncer, l'écodictature semble à beaucoup être le chemin le plus court. Elle aurait la préférence de ceux qui tiennent le capitalisme et le marché pour seuls capables de créer et de distribuer des richesses ; et qui prévoient une reconstitution du capitalisme sur de nouvelles bases après que des catastrophes écologiques auront remis les compteurs à zéro en provoquant une annulation des dettes et des créances.

Pourtant une tout autre voie de sortie s'ébauche. Elle mène à l'extinction du marché et du salariat par l'essor de l'autoproduction, de la mise en commun et de la gratuité. On trouve les explorateurs et éclaireurs de cette voie dans le mouvement des logiciels libres, du réseau libre (freenet), de la culture libre qui, avec la licence CC (creative commons) rend libre (et libre : free signifie, en anglais, à la fois librement accessible et utilisable par tous, et gratuit) de l'ensemble des biens culturels – connaissances, logiciels, textes, musique, films etc. – reproductibles en un nombre

illimité de copies pour un coût négligeable. Le pas suivant serait logiquement la production « libre » de toute la vie sociale, en commençant par soustraire au capitalisme certaines branches de produits susceptibles d'être autoproduits localement par des coopératives communales. Ce genre de soustraction à la sphère marchande s'étend pour les biens culturels où elle a été baptisée « out-cooperating », un exemple classique étant Wikipedia qui est en train d'« out-cooperate » l'Encyclopedia Britannica. L'extension de ce modèle aux biens matériels est rendue de plus en plus faisable grâce à la baisse du coût des moyens de production et à la diffusion des savoirs techniques requis pour leur utilisation. La diffusion des compétences informatiques, qui font partie de la « culture du quotidien » sans avoir à être enseignées, est un exemple parmi d'autres. L'invention fabbers, aussi appelés digital fabricators ou factories in a box – il s'agit d'une sorte d'ateliers flexibles transportables et installables n'importe où – ouvre à l'autoproduction locale des possibilités pratiquement illimitées.

Produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons est la voie royale de la sortie du marché. Elle nous permet de nous demander de quoi nous avons réellement besoin, en quantité et en qualité, et de redéfinir par concertation, compte tenu de l'environnement et des ressources à ménager, la norme du suffisant que l'économie de marché a tout fait pour abolir. L'autoréduction de la consommation, son autolimitation – le self-restraint – et la possibilité de recouvrer le pouvoir sur notre façon de vivre passent par là.

Il est probable que les meilleurs exemples de pratiques alternatives en rupture avec le capitalisme nous viennent du Sud de la planète, si j'en juge d'après la création au Brésil, dans des favelas mais pas seulement, des « nouvelles coopératives » et des « pontos de cultura ». Claudio Prado, qui dirige le département de la « culture numérique » au ministère de la culture, déclarait récemment : « Le 'job' est

une espèce en voie d'extinction... Nous espérons sauter cette phase merdique du 20e siècle pour passer directement du 19e au 21e. » L'autoproduction et le recyclage des ordinateurs par exemple, sont soutenus par le gouvernement : il s'agit de favoriser « l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale ». Si bien que les trois quarts de tous les ordinateurs produits au Brésil en 2004/5 étaient autoproduits.

Notes

[1] Crédit photo : Auteur non identifié, mis en ligne par Imago sur Flickr (Creative Commons By-Nc-Sa)

[2] La valeur travail est une idée d'Adam Smith qui voyait dans le travail la substance commune de toutes les marchandises et pensait que celles-ci s'échangeaient en proportion de la quantité de travail qu'elles contenaient. **La valeur travail** n'a rien à voir avec ce qu'on entend par là aujourd'hui et qui (chez Dominique Méda entre autres) devrait être désigné comme **travail valeur** (valeur morale, sociale, idéologique etc.). Marx a affiné et retravaillé la théorie d'A. Smith. En simplifiant à l'extrême, on peut résumer la notion **économique** en disant : Une entreprise **crée de la valeur** dans la mesure où elle produit une marchandise vendable avec du travail pour la rémunération duquel elle met en circulation (crée, distribue,) du pouvoir d'achat. Si son activité n'augmente pas la quantité d'argent en circulation elle ne crée pas de valeur. Si son activité détruit de l'emploi elle détruit de la valeur. La rente de monopole consomme de la valeur créée par ailleurs et se l'approprie.

Écoquille et Grand Ménage : un peu d'écologie sous Creative Commons

Au hasard de mes fils RSS, je suis tombé sur les « Écoquilles », un concept original de maisons écologiques, dont je vous invite à parcourir le site du projet pour en savoir plus et éventuellement vous faire une idée de sa viabilité. En gros il s'agit d'une sorte de coquille de bateau en bois renversé (à comparer avec les containers étudiants par exemple). Parmi les problèmes rencontrés, il y a la législation qui n'aime pas trop les toits arrondis à ce que j'ai compris. Nous leur souhaitons bonne chance en tout cas^[1].



On peut lire ici que le concept de l'Écoquille est mis à disposition de tous selon les termes de la licence Creative Commons By-Nc-Sa. Quand il y aura des plans plus détaillés sur leur site (j'imagine que cela ne saurait tarder) on pourra donc potentiellement construire sa propre Écoquille si cela nous chante (et si cela chante aussi aux pouvoirs publics !).

J'ai également noté le guide Le Grand Ménage – Recettes écologiques et économiques pour l'entretien de la maison dont voici un extrait de la présentation.

Le but de ce livret est de nous faire partager une expérience. Partager. Voilà un bien joli mot.

Au mois de juin 2005, Raffa, écologiste convaincue, eut une merveilleuse idée : créer son propre « blog », pour transmettre ce qu'elle avait appris et nous donner envie, à

nous aussi, de nous occuper de notre planète au quotidien.

Nous nous sommes penchés sur l'état de nos placards encombrés de produits chimiques, pour la plupart dangereux : un pour le lavage des sols, un pour le lavage des vitres, un pour les plaques de cuisson, un pour les WC, un pour la salle de bain, un pour... Ce douloureux inventaire à la Prévert sonnait comme un appel au secours, une urgence de premier plan. Il n'était plus possible de continuer ainsi.

Ce livret est disponible en téléchargement sur le site des auteurs mais également en livre. Il est placé sous licence Creative Commons By-Nc-Nd. Un peu dommage pour le coup cette clause de non modification qui interdit de s'emparer du guide pour le modifier, alors que c'est typiquement un sujet qui appelle amélioration au cours du temps. On notera également que seules les versions PDF sont disponibles et non les fichiers sources.

Il n'empêche que voilà deux exemples intéressants d'usage des Creative Commons dans le champ écologique. En connaissez-vous d'autres ?

Notes

[1] Crédit photo : Seier (Creative Commons By)

**Laissez le yoga libre et en
paix !**

C'est notre ligne de front à nous. À Framasoft on n'est pas *de gauche* ou *de droite* mais on est clairement pour la défense des biens communs que certaines logiques économiques tentent de s'approprier à grands coups de lois et de brevets dont on ne me fera plus croire qu'ils sont nécessairement là pour *protéger et favoriser l'innovation*.



Le bien commun qui nous est cher c'est évidemment le logiciel libre mais fort de notre expérience et de notre culture, il est difficile de ne pas être également sensible aux autres champs qui sont mis à mal actuellement, à commencer par l'écologie qui sur le même modèle humaniste et résistant tente de préserver rien moins que notre planète.

La traduction que nous vous proposons aujourd'hui est une illustration aussi malheureuse qu'emblématique de ces trop nombreux *jusqu'où iront-ils ?* puisqu'on touche ici directement à notre patrimoine, à notre bien-être et à notre santé. Il s'agit d'évoquer les tentatives de captation marchande du... yoga, avec une pertinente mise en parallèle sur le situation de l'industrie pharmaceutique^[1].

L'occasion pour moi de rappeler la sortie en poche de l'excellent livre *Du bon usage de la piraterie* de Florent Latrive dont le sujet est au cœur même de ce qui est exposé ici et qu'il est donc tout à fait recommandé de parcourir pour aller plus loin et ne pas se réveiller un jour pour constater que nos moindres faits et gestes appartiennent désormais à un *je-ne-sais-quel-obscur ayant droit* !^[2]

Pouvez-vous breveter la sagesse ?

Can you patent wisdom?

Suketu Mehta – International Herald Tribune – 7 mai 2007

(Traduction Framalang : Mben, Penguin, Olivier et Daria)

J'ai grandi en voyant mon père se tenir sur la tête tous les matins. Il faisait le sirsasana, une position de yoga qui explique qu'il ait l'air si jeune à 60 ans passés. Maintenant il serait peut-être obligé de payer une redevance à un détenteur de brevet américain s'il enseignait le secret de sa bonne santé aux autres.

L'office des brevets et des marques américain a publié 150 copyrights liés au yoga, 134 brevets sur des accessoires de yoga, et 2315 marques de yoga. Il y a beaucoup d'argent à gagner en se tordant comme un bretzel – 3 milliards par an dans la seule Amérique. C'est un mystère pour la plupart des Indiens que quelqu'un puisse faire autant d'argent en enseignant un savoir qui n'est pas supposé être acheté ou vendu tel de vulgaires saucisses.

Le gouvernement indien prend la chose au sérieux. Il a mis en place une cellule qui est en train de cataloguer la connaissance traditionnelle, y compris les remèdes ayurvédiques et les centaines de poses de yoga, pour les empêcher d'être piratés et copyrightés par les revendeurs étrangers. Les données seront traduites à partir du Sanskrit ancien et des textes tamouls, stockées numériquement, et disponibles dans cinq langues internationales, de sorte que les offices des brevets des autres pays puissent voir que le yoga n'est pas originaire d'une communauté de San Francisco.

Il est important de remarquer que les premiers à breveter la sagesse traditionnelle indienne sont des Indiens, la plupart du temps à l'étranger. Nous savons saisir une occasion lorsqu'elle se présente et nous avons exporté des générations de gourous, experts dans la vente ambulante de l'épanouissement pour un dollar. Mais, en tant qu'Indiens, ils devraient savoir que l'idée même de faire breveter la connaissance est une grossière violation de la tradition du yoga.

En Sanskrit, « yoga » signifie « union ». Les Indiens croient en un esprit universel – brahman – dont nous sommes tous une partie, et qui médite éternellement. Chacun a accès à cette connaissance.

La connaissance dans l'Inde antique a été protégée par les règles des castes, et non celles de la loi ou de l'argent. Le terme « propriété intellectuelle » était un oxymore : l'intellect ne pouvant être la propriété de quiconque. Peut-être est-ce pour cette raison que les Indiens ne se sentent pas obligés de payer pour la connaissance. Des copies pirates de mon livre sont ouvertement vendues dans les rues de Bombay, pour le quart de son prix officiel. La plupart des intrigues et des musique des films de Bollywood sont tirées d'Hollywood.

Pourtant, les Indiens sont irrités à chaque fois qu'ils entendent les rapports – souvent pompeux – des Occidentaux volant leur sagesse ancienne à travers le mécanisme du droit d'auteur. Leurs craintes sont peut-être exagérées, mais elles sont répandues et reflètent l'expérience mitigée de l'Inde avec la mondialisation.

Les entreprises pharmaceutiques occidentales se font des milliards avec des médicaments qui ont souvent été au départ découvert dans des pays en voie de développement. Mais les plantes médicinales comme la margose ou le curcuma, qui sont connus pour être efficaces contre tout, du diabète aux hémorroïdes, ne rapportent rien aux pays dont les sages en ont en premier isolés les vertus. Le gouvernement indien estime que dans le monde, 2000 brevets basés sur des médicaments traditionnels indiens, sont déposés chaque année.

Les médicaments et le hatha yoga ont le même but : nous aider à mener une vie en meilleure santé. L'Inde a offert au monde le yoga gratuitement. Il n'est pas étonnant que beaucoup de personnes dans le pays trouve que le monde devrait rendre la politesse en rendant disponible à faible coût des médicaments pouvant sauver des vies, ou au moins laisser les entreprises

indiennes fabriquer des génériques à faible coût. Si la position du lotus appartient à tout l'humanité, alors la formule du Glivec doit l'être aussi, le médicament pour la leucémie dont le brevet sert de base au procès d'une entreprise pharmaceutique Suisse contre le gouvernement indien.

Pendant des années, la loi indienne a autorisé ses entreprises pharmaceutiques à répliquer des médicaments brevetés en Occident et les vendre à un prix plus faible aux pays trop pauvres pour pouvoir se les offrir autrement. De cette façon, l'Inde a fourni la moitié des médicaments utilisés par les personnes séropositives dans les pays en voie de développement. Mais en mars 2005, le parlement indien, sous la pression de mettre le pays en accord avec les lois sur la propriété intellectuelle de l'Organisation Mondiale du Commerce, a voté une loi déclarant illégale la production de copie générique de médicaments brevetés.

Cela a mis des médicaments anti-rétroviraux pouvant sauver des vies hors de portée de la majorité des 6 millions d'Indiens qui ont le SIDA. Les multinationales du médicament qui protègent bec et ongles leur brevets s'opposent aux tentatives de l'Inde de modifier les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce pour protéger leurs remèdes traditionnels. Il y a plus que simplement de l'argent dans la bataille. Il y a aussi la perception que le système commercial mondial est injuste, que les dés sont pipés en défaveur des pays en voie de développement. Si la copie des médicaments occidentaux est illégal, alors le brevetage du yoga doit l'être aussi. Il s'agit également de piratage intellectuel, ou alors la propriété intellectuelle marche sur la tête.

Suketu Mehto est l'auteur de "Maximum City: Bombay Lost and Found."

Notes

[1] Sur cette problématique du yoga qui se *propriétarise* on pourra lire cet article du Courrier International Yoga : breveter les postures, une belle imposture ? parcourir le site anglophone au titre qui en dit long Open Source Yoga Unity et attendre la diffusion de Yoga Inc. un tout récent documentaire qui dénonce la commercialisation du yoga.

[2] Crédit photo : Sirv Mers (Creative Commons By)